

PROMOUVOIR L'EUROPE SOCIALE

LA QUÊTE DU PROGRÈS PENDANT « L'ÈRE DELORS »

Alessandra Bitumi | *Lauréate de la bourse d'étude Jacques Delors 2016, chercheuse associée au Center for Research on the English-speaking World (CREW), Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3*



RÉSUMÉ

Dans quelle mesure l'Union européenne a-t-elle rejeté, adapté ou maîtrisé le tournant néolibéral qui a suivi la crise des années 1970 ? À partir du débat historiographique sur le modèle social européen, cet article analyse le rôle de la Commission Delors dans la communauté atlantique des années 1980, en abordant quatre grandes questions.

La première porte sur la **crise du modèle d'économie mixte d'après-guerre** : comment Jacques Delors l'a-t-il conceptualisée, comment a-t-il agi ? À la tête de la Commission, il a sans cesse impulsé des actions pédagogiques pour informer et éduquer le public, français et européen principalement. Comment a-t-il articulé sa vision politique, économique, sociale et institutionnelle de l'Europe ? **La deuxième** concerne **l'importance de la perspective transatlantique** : en quoi est-il intéressant d'étudier la Commission Delors et en particulier son engagement en faveur du modèle social européen ? **La troisième** examine **les tensions internes entre le tournant libéral apparemment irréfutable et la volonté d'instaurer un nouveau capitalisme ancré dans le social**. Comment et dans quelle mesure la Commission Delors a-t-elle tenté de contenir les pressions néolibérales des années 1980 ? Le récit élaboré pour soutenir les politiques et actions de Bruxelles était-il pertinent ? **Enfin**, que reste-t-il de tout cela ? La quatrième et dernière partie de l'article propose une réflexion sur les enseignements pour l'Europe en cette période de crise.

Le **modèle social européen** est un concept contesté, polysémique, que les chercheurs ont tenté de définir pendant des décennies sans apporter de réponse concluante. **La Communauté/l'Union européenne a-t-elle rejeté, maîtrisé ou assimilé le tournant néolibéral des années 1980 ?** La question reste posée. Pourtant, l'existence supposée de variantes américaine et européenne du capitalisme a manifestement nourri des représentations d'un « occident divisé » après l'effondrement du système de Bretton Woods. La « **nature sociale** » de l'Europe, systématiquement **opposée au néolibéralisme du capitalisme américain**, a constitué la base d'un grand récit populaire exceptionnaliste qui s'est imposé dans l'UE, puis peu à peu dans le monde entier pendant « l'ère Delors ».

De mes recherches, je conclus que **l'importance capitale du modèle social européen doit être comprise à la lumière de l'effort incessant pour dégager des consensus, ancrer un sentiment d'appartenance, assurer la légitimité d'une ambition politique et du discours qu'elle sous-tend**. Son importance tient aussi au « narcissisme » européen, à l'orgueilleuse adhésion aux valeurs européennes, même si leur définition reste vague. Elle tient enfin aux perceptions mutuelles qui ont forgé des identités américaines et européennes prétendument opposées dans un « occident divisé ». Nos recherches montrent que **le modèle social européen est né d'un compromis entre pressions néolibérales, héritage social-démocrate et christianisme social**. Pas toujours cohérent ni efficace, il a longtemps été la cible de nombreux détracteurs de gauche comme de droite. Cependant, si Delors n'a pas réussi à tenir les promesses d'une Europe juste, au sens premier du terme, cet article souligne qu'**il a su élaborer un « récit motivant »** pour le vieux continent, récit qui a mobilisé les idéalismes et transcendé les aspects matériels. Il n'a pas relâché son effort pour construire une identité (donc pour construire l'UE). Son raisonnement intellectuel a contribué à tracer les contours d'une Europe particulière, à traduire l'Europe imaginée en projet d'avenir moderne. Si les Européens ne vivent pas dans une société supérieure, égalitaire, solidaire et moralement irréprochable, ils partagent une mission : y parvenir ensemble. C'est ce qui les définit, disait-il, comme une « civilisation ». Comme le débat intellectuel du début des années 2000 l'a montré, le « récit moral » de Delors a sans doute été plus marquant dans la durée que ses réalisations politiques.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Une Communauté européenne réformée sort de la crise	5
2. Comprendre le modèle social européen : l'importance du contexte transatlantique	9
3. La Communauté européenne ou l'autre option de la modernité : les propositions de changement de Jacques Delors	12
3.1. La voie vers l'Europe sociale	12
3.2. Le récit de Delors : l'importance d'une vision	17
4. Que reste-t-il aujourd'hui ?	19

Cette étude a été généreusement financée par l'Institut Jacques Delors. Je tiens à remercier son directeur, Yves Bertoncini, ainsi que Claire David, Sofia Fernandes et Claire Versini pour leur précieux soutien. Mes échanges avec Günter Burghardt, Michele Di Donato, Gilles Grin, Pascal Lamy et Bernadette Ségol m'ont permis de mieux comprendre les années Delors. Je souhaite aussi adresser mes remerciements à Piers Ludlow, Mary Nolan, Daniel Rodgers, Federico Romero, Laurent Warlouzet et Jakob Vogel : leur lecture attentive et leurs suggestions ont largement contribué à améliorer cet article.

INTRODUCTION

En février 2005, *The New York Review of Books* a publié un article polémique intitulé « Europe vs America », consacré aux ouvrages publiés peu auparavant par T.R. Reid, Jeremy Rifkin et Timothy Garton Ash. Si ces trois livres ne sont pas vraiment encensés dans l'article en question, l'auteur saluait leur contribution opportune au débat essentiel sur les avantages et les inconvénients du « modèle européen »¹. L'auteur de l'article était l'historien et commentateur britannique Tony Judt, qui publiera quelques mois plus tard son ouvrage majeur de 900 pages sur l'histoire de l'Europe de l'après-guerre dans lequel il approfondit ce sujet². Tout en qualifiant d'absurde la vision théologique de l'intégration européenne et en adoptant d'emblée un discours dénué de toute emphase, Judt profite de cet article pour avancer sa propre réflexion positive sur la spécificité du projet de l'Union européenne, étoffant encore davantage une littérature foisonnante sur ce thème³. En fait, la discussion dans les colonnes de la NRYB reflétait l'intérêt grandissant pour le *mode de vie européen*, souvent opposé à une suprématie du modèle américain. Au vu du succès incontestable de l'Union européenne, des universitaires et commentateurs tels qu'Ulrich Beck, Jürgen Habermas, Jacques Derrida et Steven Hill avaient souligné les vertus exceptionnelles de l'UE, transformée en porte-drapeau de la paix et de la justice sociale. La singularité du modèle européen reposait sur différentes caractéristiques : prospérité post-nationale, conception et gestion novatrices du droit international et de la coopération mondiale, et une capacité particulière à maintenir l'équilibre entre droits sociaux, solidarité citoyenne et responsabilité collective. Mais le modèle reposait aussi, de façon omniprésente et le plus souvent implicite, sur l'opposition au modèle néolibéral incarné par les États-Unis. Par conséquent, l'Europe devait être vue comme l'archétype du progrès économique, social et environnemental par le reste du monde, à tel point que le 21^e siècle pourrait être le « nouveau siècle européen »⁴. Les analyses différaient en termes de ton, de degré de sophistication, de précision et de finesse, mais toutes s'articulaient autour du postulat de l'existence d'un « modèle social européen » progressiste et pouvant être imité, où l'aspect social était central. Si pour Tony Judt la social-démocratie est devenue la « prose de la politique européenne contemporaine »⁵, l'historienne américaine Mary Nolan a par la suite été plus loin en mentionnant l'existence d'un véritable « fossé transatlantique de politique sociale [...]. Différentes conceptions de l'aspect social et des droits sociaux, ainsi que différents régimes de politique sociale font en effet partie intégrante des variantes du capitalisme et des versions de la modernité si particulières et propres à l'Europe »⁶.

La définition et les implications de la supposée « dimension sociale » de l'UE ont déclenché un débat acharné à propos des contextes politiques, publics, culturels et intellectuels en Europe et en Amérique. En 2007, dans la *London Review of Books*, l'intellectuel Perry Anderson a violemment attaqué ce qu'il appelait la « multitude de littérature sur le capitalisme », en partie responsable du « narcissisme apparemment sans limite » et de la « vanité politique » de l'UE. Citant Andrew Moravcsik, il soutenait l'avis selon lequel « la politique sociale européenne n'existe que dans les rêves de socialistes mécontents »⁷. Au vu des dépenses très parcimonieuses de l'UE (un peu plus de 1 % de son PIB), de l'absence d'autonomie fiscale, du manque de procédures administratives exécutoires, l'Union européenne devrait être considérée comme le « *nec plus ultra* du

1. Critique par Judt de R. Reids, *The United States of Europe: The New Superpower and the End of American Supremacy*, Penguin Press, NY, 2004 ; J. Rifkins, *The European Dream: How Europe's Vision of the Future Is Quietly Eclipsing the American Dream*, Tarcher/Penguin, NY, 2004 ; T. Garton Ash, *Free World: America, Europe, and the Surprising Future of the West*, Vintage Books, NY, 2004, in « Europe vs America », *New York Review of Books*, 10 février, Issue 2005, consulté le 31/10/2016.

2. T. Judt, *Postwar. A History of Europe since 1945*, Penguin Press, NY, 2005. [NDT : traduction française : *Après-guerre, une histoire de l'Europe depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 2007].

3. Pour un panorama très critique, voir P. Anderson, « Depicting Europe », dans la *London Review of Books*, vol. 29, n° 18, 20 septembre 2007

4. Opinion partagée par plusieurs historiens et commentateurs, entre autres W. Hutton, *The World We Are In*, Abacus, London, 2002 ; M. Leonard, *Why Europe Will Run the 21st Century*, Fourth Estate, 2005 ; T. Judt (« Few would have predicted it sixty years before, but the twenty-first century might yet belong to Europe »), *Postwar*, cit., p. 800 ; M. Nolan, *The Transatlantic Century. Europe and America, 1890-2010*, Cambridge UP, Mass., 2012.

5. Judt a utilisé cette expression pour la première fois lors de son discours d'adieu au Remarque Institute de la New York University, « What is living and what is dead in Social Democracy », le 19 octobre 2009. Une transcription en a été publiée dans la NYRB, 17 décembre, Issue 2009. Il a par la suite développé ce concept dans son ouvrage *Ill Fares the Land*, Penguin Press, NY, 2010, p. 80.

6. M. Nolan, *The Transatlantic Century*, cit., p. 6.

7. Perry Anderson, « Depicting Europe », cit., pp. 13-21.

minimalisme étatique, bien au-delà des rêves les plus fous du libéralisme classique », ou comme une « catalaxie européenne, telle que (Friedrich) Hayek l'avait imaginée »⁸.

Les universitaires se sont acharnés pendant des décennies à définir la notion de « modèle social européen » sans apporter de réponse concluante. Concept contesté et polysémique, son adoption ou son rejet sont dans les deux cas dictés par différentes variables ainsi que par des alternatives politiques et idéologiques. On pourrait en citer un grand nombre, mais le moment et les termes de la comparaison me semblent les plus essentiels. Sans surprise, la fin de la guerre froide a fait naître un besoin urgent de redéfinition de l'identité du vieux continent et de sa propre perception, dans un nouveau contexte international. Depuis 1989, l'idée selon laquelle d'importantes différences séparent l'Europe des États-Unis a souvent été admise par une lecture manichéenne qui a dans bien des cas dominé le débat public, européen et transatlantique. Cependant, c'est surtout après le 11 septembre et la guerre en Irak de 2003 que le « modèle européen » s'est imposé clairement comme un paradigme de modernité alternative⁹. Bien sûr, son évaluation dépend des paramètres utilisés pour le codifier. Au-delà de l'évaluation économique des politiques sociales européennes, les avis sont fondés sur des comparaisons. Cette évaluation est différente selon que l'Europe est comparée positivement à d'autres systèmes (plus particulièrement au système américain) ou qu'elle est comparée à son propre mythe. Le modèle social européen est à l'évidence le pilier d'un grand récit populaire exceptionnaliste, alimenté par les élites européennes, mais l'écart entre ambitions et résultats est patent. Si l'on se penche sur le hiatus entre rhétorique et contenu, entre les paroles et les actes, la conclusion semble être clairement négative. Dans la plupart des cas, le jugement politique qui ne considère que le moment présent est également indissociable des analyses historiques¹⁰.

Y voir clair dans le débat est évidemment une tâche ardue. Pourtant, parmi les multiples entrelacs des discussions, on peut distinguer un récit cohérent qui permet de comprendre l'évolution du concept, récit qui concerne la transformation du capitalisme occidental : **la question essentielle est de déterminer dans quelle mesure l'Union/la Communauté européenne a rejeté, adapté, assimilé ou maîtrisé le tournant néolibéral survenu après la crise des années 1970**¹¹.

À cet égard, et pour démêler les principaux nœuds du récit, il est indispensable de s'attaquer à des questions critiques qui concernent l'histoire de l'intégration européenne et des relations transatlantiques dans les années 1980. Une réflexion sur le débat portant sur « l'Europe sociale » est un préalable nécessaire pour comprendre la relance de l'intégration européenne, un processus d'abord symbolisé par le Programme 1992, l'adoption de l'Acte unique européen (AUE) et finalement par la signature du traité de Maastricht. La Commission Delors est dans ce domaine un sujet d'étude idéal pour réfléchir au modèle social européen, tel qu'il a été conçu et formalisé il y a 30 ans. Et cela offre en outre un excellent point de départ pour réfléchir au présent¹², car comme l'a si bien dit E.H. Carr, l'histoire est « un dialogue sans fin entre le passé et le présent ». Pour savoir comment la Commission Delors a mis en œuvre son engagement pour une « Europe sociale », il convient aussi

8. *Ibidem*

9. La littérature sur ce sujet est en effet abondante. Pour une analyse poussée de la transformation de l'hégémonie américaine au sein de communauté Atlantique et de l'émergence reconnue de la spécificité de l'Europe, voir F. Romero, "The twilight of American Hegemony" in David Farber (ed.), *What They Think of Us. International Perceptions of the United States since 9/11*, Princeton University Press, Princeton, 2007, pp. 153-176. Voir aussi M. Nolan, *Anti-Americanism and Anti-Europeanism*, in L. Gardner and M. Young (eds.), *The New American Empire: A 21st-Century Teach-In on U.S. Foreign Policy*, New Press, NY, 2005, pp. 113-132. En outre, la parabole intellectuelle de Judt est à cet égard remarquable : si en 1993, l'UE était une *Grande Illusion* « trop improbable pour être déraisonnable et trop vaine pour qu'on s'y attarde », en 2005 elle était devenue un « modèle utile pour proposer une émulation universelle ». Voir T. Judt, *A Grand Illusion? An essay on Europe*, NYU Press, NY, 1996, pp. VIII et T. Judt, *Postwar*, cit. p. 800. Sur la dimension stratégique des relations États-Unis – Europe, voir F. Bozo, "The US Changing Role and Europe's Transatlantic Dilemmas: Toward an EU Strategic Autonomy", in G. Lundestad (ed.), *Just Another Major Crisis?: The United States and Europe Since 2000*, Oxford UP, Oxford, 2008, ch. 6. Cet ouvrage propose une perspective intéressante sur le clivage transatlantique au début du 21^e siècle. Voir aussi J. Beltran, F. Bozo (ed), *États-Unis-Europe : réinventer l'Alliance*, Paris, Ifri, 2001. Voir aussi l'analyse intéressante et provocante de l'impact du 11 septembre sur les États-Unis et la politique étrangère américaine : Stanley Hoffmann, *L'Amérique vraiment impériale ? Entretiens sur le vif avec Frédéric Bozo*, Paris, Louis Audibert, 2003, 208 pp. [Trad. anglaise : *Gulliver Unbound: America's Imperial Temptation and the War in Iraq*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004, 168 pp.]

10. C'est notamment le cas, à mon avis, des travaux de John Gillingham : *European integration 1950-2003: Superstate or New Market Economy?*, Cambridge UP, Cambridge, Mass, 2004. Il s'agit tout autant d'un livre d'histoire que d'un commentaire politique.

11. Duccio Basosi traite cette question dans son analyse originale des réactions de l'Europe occidentale à la politique économique internationale de l'ère Reagan : "The European Community and International Reaganomics, 1981-1985", in Patel and Weisbrode (eds), *European Integration and the Atlantic Community in the 1980s*, Cambridge UP, New York, 2013. S'intéressant à l'économie politique des relations entre États-Unis et Europe dans les années 1980, il soutient que « non seulement les critiques de l'Europe occidentale ont varié en intensité au cours des années en questions, mais [...] aucune position réellement cohérente de l'Europe occidentale ne s'est jamais imposée (par rapport aux politiques économiques de Reagan) », p.135. Cette analyse rejoint celle de Mary Nolan dans *The Transatlantic Century*, cit. Sur la crise mondiale des années 1970, voir l'ouvrage influent publié par N. Ferguson C. S. Maier, E. Manela et intitulé *The Shock of the Global. The 1970s in Perspective*, Cambridge, Mass., 2011.

12. Pour rédiger cet article, je me suis très largement appuyé sur les *Archives personnelles de Jacques Delors* que j'ai consultées au Centre d'Histoire de Sciences Po (Paris). Si elles ne révèlent rien d'inédit, ces archives contribuent à éclairer certains points historiographiques en invitant à adopter les perspectives de l'époque. Les trois catégories de documents qui composent le fonds d'archives ont été très utiles pour la présente étude. Les très nombreux textes des interventions et allocutions de Jacques Delors, les documents relatifs à la presse et aux médias, ou encore les notes préparatoires et les comptes rendus permettent de reconstruire sa compréhension et sa représentation de l'ordre économique et social de l'Europe. Je suis particulièrement reconnaissant envers N. Piers Ludlow qui m'a fait partager sa connaissance approfondie des archives des présidents de la Commission européenne, notamment celles de Jacques Delors.

de s'interroger sur ce qui reste de cette ambition et de ce travail, et sur le sens de cet héritage pour l'Europe d'aujourd'hui.

Le présent article aborde quatre grandes questions. **La première porte sur la crise du modèle d'économie mixte de l'après-guerre** : comment Jacques Delors l'a-t-il conceptualisée et comment a-t-il agi ? En tant que président de la Commission, il s'est fortement investi dans des activités de communication, que ce soit lors de conférences de presse ou de débats avec des syndicats, des responsables politiques, des chefs d'entreprise, des dignitaires religieux et des universitaires. Il a continuellement impulsé des actions pédagogiques visant à informer et éduquer le public, français et européen principalement. Comment a-t-il articulé sa vision politique, économique, sociale et institutionnelle de l'Europe ?

La deuxième question concerne l'importance de la perspective transatlantique : en quoi est-il intéressant d'étudier la Commission Delors et, en particulier, son engagement en faveur du modèle social européen ? **La troisième porte plutôt sur le problème des tensions internes entre le tournant libéral apparemment irréfrenable et la volonté d'instaurer une nouvelle forme de capitalisme ancrée dans le social.** Comment et dans quelle mesure la Commission Delors a-t-elle tenté de contenir les pressions néolibérales des années 1980 ? Le discours, le récit élaboré pour soutenir les politiques et les actions de Bruxelles est-il pertinent ?

Enfin, que reste-t-il de tout ce travail ? La quatrième et dernière partie de cet article propose une réflexion sur les enseignements pour l'Europe en cette période de crise.

1. Une Communauté européenne réformée sort de la crise

Jacques Delors a été nommé président de la Commission européenne en janvier 1985. Bien qu'il ait auparavant été un président influent de la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, peu de personnes auraient prédit son arrivée à Bruxelles, à la tête de la Commission. Le poste devait lui échapper en raison de nombreuses tensions entre lui et François Mitterrand, et le candidat pressenti était Claude Cheysson¹³. Mais alors que Jacques Delors lui-même déclarait entendre retourner à ses activités universitaires tout en poursuivant son mandat de maire de Clichy, les Allemands et les Britanniques ont changé le cours de son destin. Helmut Kohl comme Margaret Thatcher se sont en effet déclarés en faveur de la nomination de l'ancien ministre de l'Économie et des finances français plutôt qu'à celle de Claude Cheysson. À leurs yeux, le parti pris manifeste de Delors pour le « tournant de la rigueur » amorcé en France en 1983 en faisait l'incarnation de la rigueur, de la fermeté, de l'austérité¹⁴. En coupant dans les dépenses publiques, en augmentant les taxes à la consommation tout en réduisant les impôts sur les sociétés, en mettant l'accent sur la lutte contre l'inflation pour rester dans le cadre du système monétaire européen, Jacques Delors était vu comme l'homme qui aurait préféré « l'Europe au socialisme »¹⁵. Déterminés et parfois provocants, les discours et les plaidoyers inlassables de Jacques Delors ont aussi contribué à forger son image d'homme droit, impartial, libre de toute

13. Voir à ce sujet N. P. Ludlow, "Jacques Delors (1985-1995): navigating the European stream at full flow" in J. van der Harst and G. Voerman (eds.), *An Impossible Job? The Presidents of the European Commission, 1958-2014*, John Harper, London, 2015. Depuis 1985, les commentateurs, les universitaires et un nombre croissant d'historiens ont tenté de décrire le profil de Jacques Delors : l'homme, le politique et le bureaucrate. Dans l'un de ces ouvrages, Piers Ludlow souligne le nombre incalculable d'articles, de chapitres de livres, de biographies ou de mémoires sur et par Delors. Je partage entièrement son avis : « quand on écrit sur lui, le problème ne vient pas du manque de sources, mais bien de leur abondance [...] Avec une littérature si fournie, il devient de plus en plus difficile à tout observateur d'apporter un éclairage réellement nouveau », p. 3. Toujours à ce sujet, voir en particulier les chapitres qui y sont consacrés par D. Basosi, *cit* ; P.N. Ludlow, "The unnoticed apogee of Atlanticism? US-Western European Relations in the early Reagan era" ; A. Varsori, "The Reasons For Change: Europe in the Second Cold War" ; M. Gilbert, "A shift in Mood: the 1992 Initiative and Changing US Perceptions of the European Community, 1988-1989".

14. 1983 et le « tournant de la rigueur » sont décrits ici comme des étapes clés, mais la pensée et la politique économiques de Delors doivent s'envisager sur une perspective plus longue. En 1981, il appelait déjà à une « pause dans les réformes socialistes » pour stabiliser l'économie.

15. La littérature sur les années Mitterrand et le virage de la politique économique française est très nourrie. Voir entre autres M. Martin-Roland, P. Favier, *La décennie Mitterrand : Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, SEUIL, Paris, 1995 ; J. Lacouture, *Une histoire de Français*, SEUIL, Paris, 1998 ; J. Lacouture, P. Rotman, *Mitterrand. Le roman du pouvoir*, SEUIL, Paris, 2000 ; G. Ross, S. Hoffman et S. Malzacher (eds), *The Mitterrand Experiment - Continuity and Change in Modern France*, Oxford, Polity Press, 1987 ; T. Ronald, *François Mitterrand: The Last French President*, St. Martin's Press, NY, 2000 ; P. Short, *Mitterrand: A Study in Ambiguity*, Bodly Head, London, 2003.

contrainte idéologique¹⁶. Pragmatique mais également un peu œcuménique, il semblait qualifié pour sortir la Communauté européenne de « l'euroscélérose »¹⁷ dans laquelle elle s'engloutait.

Et en effet, **la CE du milieu des années 1980 n'avait pas fière allure** : 13 millions de chômeurs, une croissance atone et un développement économique à la traîne derrière celui des États-Unis et de l'Asie du sud-est. Malgré des différences nationales, le contexte général était marqué par une forte inflation, un marché extrêmement cloisonné, une absence de perspectives pour les petites et moyennes entreprises, des interventions multiples et désordonnées des États et une régression du dialogue social. La recherche et les investissements dans les nouvelles technologies étaient singulièrement faibles et l'Europe occidentale manquait d'une stratégie offensive pour définir un cadre commun dans ce domaine, ce que Delors a tout de suite déploré¹⁸. L'innovation a ainsi été freinée pendant plus de quatre ans à cause de plusieurs désaccords entre États : la question du « rabais britannique », l'épuisement des ressources propres de la CE, la persistance de barrières aux échanges intracommunautaires, l'incapacité de la CE à gérer les défis de l'élargissement ou encore l'hésitation – malgré l'urgence – à mettre en œuvre de nouvelles politiques communes (par exemple pour la recherche et l'industrie). Toutes ces difficultés étaient encore amplifiées par l'impossibilité de légiférer, en raison d'obstacles institutionnels bien connus. **L'Europe était léthargique**¹⁹. Les causes endogènes de ce malaise étaient intimement liées à des facteurs externes et notamment à l'éclatement de l'ordre économique international. L'effondrement du système de Bretton Woods, qui avait longtemps tenu ses promesses de croissance durable, de chômage faible et de stabilité des prix, avait déboussolé le monde occidental. En se fissurant puis en finissant par imploser, le système – jusqu'alors capable de « satisfaire à la fois les intérêts internationaux et domestiques, les marchés et les réformes de société, du capital et du travail » – a fait voler en éclats le consensus sur lequel s'était fondé la Communauté atlantique pendant trente ans²⁰.

L'état moribond de l'économie mixte d'après-guerre et la crise majeure de son modèle ont été au cœur de l'analyse politique de Jacques Delors au cours de son premier mandat. Dans un souci constant de communication, le président de la Commission européenne n'a pas cessé de s'adresser au public pour expliquer la crise et promouvoir sa compréhension à tous les niveaux. Lors de ses interventions dans des instituts de recherche, devant la presse européenne, dans des réunions politiques, des séminaires ou des congrès syndicaux, il commençait souvent par une

“ L'ÉTAT MORIBOND DE L'ÉCONOMIE MIXTE D'APRÈS-GUERRE ET LA CRISE MAJEURE DE SON MODÈLE ONT ÉTÉ AU CŒUR DE L'ANALYSE POLITIQUE DE JACQUES DELORS AU COURS DE SON PREMIER MANDAT. ”

16. C'est l'image qui ressort de l'examen de dizaines de discours et interventions des années 1984 et 1985 notamment. Voir par exemple « Le cheminement de Jacques Delors entre les camps opposés. Profil d'une cohabitation », in *Neuer Zürcher Zeitung*, 17/10/1985, traduction française in Archives de Jacques Delors (ci-après JD) – 32, 1^{re} Commission (I) – 85, *Allocutions de Jacques Delors. Presse*, pp. 126-128 ; JD- 33, I-85, *Interventions de Jacques Delors, presse*. « Intervention au Grand Jury de RTL - Le Monde » (13/10), pp. 16-48. Le 30 septembre 1985, quelques jours avant la parution d'*En sortir ou pas* (ouvrage écrit par Jacques Delors et le journaliste de RTL Philippe Alexandre), l'un des chapitres a été publié dans le magazine conservateur et libéral *Le Point*. L'hebdomadaire de centre-droit saluait les opinions courageuses de Jacques Delors, notamment sur la politique budgétaire et la sécurité sociale. Il est intéressant d'en citer un bref paragraphe pour illustrer les propos tenus par Delors pour dénoncer l'étatisme français : « Dans la plupart des petites et moyennes entreprises, la qualification et l'expérience ne sont pas justement rémunérées [...] En France, l'audace ne paie pas, n'a sans doute jamais payé. Le mérite est mal rémunéré. L'initiative et l'innovation sont trop sévèrement taxées. Lourd, rigide, démesuré, le système de protection sociale est constamment complété et compliqué : il organise les abus. [...] Pour justifier une facture qui s'alourdit sans arrêt, on parle de progrès social, de solidarité nationale, de sacrifices nécessaires de la collectivité en faveur de ceux des siens qui souffrent. Façon de camoufler, sous la noblesse des mots, une vérité accablante : s'en remettre exclusivement à l'État pour assurer les devoirs qui incombent à chacun de nous, substituer à la solidarité individuelle la solidarité institutionnelle, ce n'est pas un signe de progrès », in « Delors : l'heure des vérités », *Le Point*, 30 septembre 1985, JD-30, I-85, *Interventions de Jacques Delors. Presse*, p. 3.
17. Ce terme a été utilisé pour la première fois dans les années 1970 par l'économiste allemand Herbert Giersch pour définir la stagnation économique de l'Europe occidentale. Il est repris pour refléter la situation de la CE au début des années 1980 : fort taux de chômage, peu de création d'emploi, faible participation au marché du travail et ralentissement général de la croissance économique. Plusieurs universitaires ont étudié l'intégration européenne dans les années 1980, notamment P. Ludlow, "European integration in the 1980s: on the way to Maastricht", in *Journal of European Integration History*, vol. 19, 1/2013, pp. 11-22 ; M. Gilbert, *European integration. A concise history*, Rowman & Littlefield, Plymouth, UK, 2012 ; J. Gillingham, *Superstate or Market Economy?*, cit. ; A. Moravcsik, *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, UCL Press, London, 1999 ; E. Murlon-Druol, *A Europe Made of Money: The Emergence of the European Monetary System*, Cornell UP, Ithaca, 2012.
18. JD-26, I-85, *Gauche européenne, presse variée*, « Message (dactyl.) de Jacques Delors avec corrections manuscrites [02/1985] » au Congrès de la Gauche européenne (Strasbourg, 15-16/02), pp. 13-19 et JD-26, I-85, *Gauche européenne, presse variée* « La CEE en 1985 : contribution d'Henri Saby, président de la Délégation socialiste française au Parlement européen [02/1985] ». Voir aussi JD-38, I-85, *Interviews de Jacques Delors. Presse*, « Grand débat entre Simone Veil, présidente du Groupe libéral du Parlement européen et Jacques Delors » (04/12), pp. 7-42.
19. Jacques Delors : « Il est de ma responsabilité de provoquer, au sein de la Commission tout d'abord, puis devant le Parlement et devant le Conseil, les discussions qui devraient nous faire sortir de ce qu'il faut bien appeler dans ce domaine, la léthargie de l'Europe. Je le ferai, avec l'intime conviction qu'il est possible de dégager, entre nous, des compromis dynamiques [...] », JD-2, I-85, *Interventions de Jacques Delors sur les orientations de la Commission*, « Les orientations de la Commission des Communautés européennes », p. 7 : intervention de Jacques Delors au Parlement européen à Strasbourg le 14 janvier 1985.
20. Cf. J. A. Frieden, *Global Capitalism. Its Fall and Rise in the Twentieth Century*, Norton&Company, NY, 2006. Frieden avance que « le nouvel ordre a combiné l'internationalisme et l'autonomie nationale, le marché et le social, la prospérité et la stabilité sociale et la démocratie politique. Il a favorisé à la fois l'ouverture économique internationale et les contrôles sur les investissements à court terme, la protection de l'agriculture et les accords commerciaux préférentiels, tels que le marché commun européen. Il a aussi combiné des politiques pro-entreprises avec un engagement fort de l'État dans l'économie, une protection sociale élargie et des syndicats politiquement puissants », p. 300.

explication historique de l'éclatement de l'ordre d'après-guerre, avant de décrire les immenses défis à relever et d'imaginer un chemin pour l'avenir²¹.

En conceptualisant les « trente glorieuses », Delors insistait sur l'extraordinaire environnement favorable - donc non reproductible - qui avait présidé à l'essor du monde développé. Emmené par les États-Unis, le système de Bretton Woods avait non seulement débouché sur une ère presque sans précédent de développement et de stabilité, mais il avait aussi dessiné le contour de nouvelles modalités de croissance. Dans un système permettant aux États de contrôler la circulation des capitaux tout en maintenant des taux de change fixes et en favorisant des politiques domestiques expansionnistes, la modernité était incarnée par le libre-échange, une productivité hors pair et des salaires élevés, une consommation de masse, l'innovation technologique, une organisation rationnelle du travail et des modes de production issus du Fordisme²². Le mariage heureux de ces différents facteurs et le déséquilibre nord/sud des échanges de matières premières et d'énergie ont soutenu le capitalisme à croissance stable du monde occidental, encore renforcé par ce que Delors a appelé « l'adéquation parfaite » entre les idées dominantes et les faits²³. Si l'application de politiques inspirées des principes keynésiens et fordistes a donné un élan incontestable à la croissance économique, le rythme et la vigueur de cette dernière ont grandement contribué à assurer toute légitimité à ces notions ainsi qu'à ceux qui les incarnaient. C'est ainsi que s'est imposé un large consensus qui évitait toute forme de contestation idéologique excessive. Cependant, à la fin des années 1960, la tendance s'est inversée. La performance des économies nationales a été entravée par une concurrence commerciale accrue, un secteur financier international bien rétabli et une forte circulation des capitaux, une hausse des prix de l'énergie, des fluctuations de change et une nouvelle division internationale du travail²⁴. **Ainsi que le répétait Jacques Delors, l'ordre économique d'après-guerre fondé sur des compromis tôt ou tard dénoncés n'existait plus, remettant ainsi en question l'hégémonie américaine et imposant de repenser le projet européen.**

Poursuivant inlassablement son grand travail de pédagogie, le président de la Commission a tenté d'accoutumer les citoyens (éduqués) d'Europe occidentale à une vision spécifique des temps d'alors. Il a élaboré un récit englobant à la fois le centre et la périphérie de l'Europe, sans ignorer les diverses conséquences nationales de l'effondrement du système de Bretton Woods, mais en insistant sur le besoin urgent d'accélérer le processus d'intégration et d'adapter la Communauté européenne à un contexte international nouveau²⁵. La CE n'était pas seule au monde. Le « choc de l'économie mondiale » avait contribué au développement d'interdépendances incontournables – particulièrement évidentes dans le domaine de la révolution technologique – et qu'il aurait été dangereux, et même impossible, de négliger. Dans son opinion, la mondialisation était un fait, non pas un choix, et la CE ne pouvait pas ignorer les contraintes qui en découlaient. Elle avait la capacité et la souveraineté nécessaires pour décider comment gérer la transformation de l'économie mondiale, sans pouvoir l'inverser ni la stopper. **Il s'agissait là clairement d'une stratégie de réaction qui s'est matérialisée après que les États-Unis eurent changé la donne en entamant une transition vers une nouvelle forme d'hégémonie non seulement moins atlantiste, mais de plus en plus dommageable pour l'Europe occidentale dans son ensemble.** En effet, en réaction à une apparente crise de confiance, les États-Unis avaient déjà appliqué massivement une « thérapie de choc » de contraction monétaire et de laxisme budgétaire. En 1979, quelques semaines après avoir pris la tête de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker – partisan

21. Un excellent exemple est celui de l'intervention de Jacques Delors à l'Institut de recherche et de perfectionnement de l'organisation professionnelle (IRPOP) : « Les contradictions de la société industrielle : l'État face aux problèmes de la régulation économique et sociale », in JD-9, Désignation à la Présidence de la Commission CE (DP) - 84, *Interventions de Jacques Delors sur les affaires économiques*, pp. 54-66. Cette analyse est d'ailleurs présente dans la majorité de ses discours et contributions écrites. Voir par exemple les interventions de Jacques Delors sur TF1, « Midi Presse » (16/12/1984), JD-9, DP, pp. 73-89 ; « Comment adapter notre économie » in *Dirigeant* (07-08/1984), JD-8, DP-84, *Presse sur Jacques Delors au ministère de l'Économie et des finances*, pp. 38-41, ou encore les notes préparatoires de son intervention au Congrès de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC / CFDT (Strasbourg, 18/10/1984), intitulée « Vers un nouveau modèle de développement », in JD-12, DP-84, *Interventions de Jacques Delors relatives au syndicat CFDT*, pp. 10-16. L'entretien qu'il a accordé à *El País* est aussi très intéressant : JD-24, I-85, *Interventions de Jacques Delors, presse*, JD-24, I-85, pp. 96-97. Mon analyse de la pensée économique de Jacques Delors est également fondée sur les très nombreux entretiens accessibles en ligne ou dans diverses sources secondaires, notamment J. Delors, *L'unité d'un homme : Entretiens avec Dominique Wolton*, O. Jacob, Paris, 1994 ; J. Delors, *Combats pour l'Europe*, Paris, 1996 ; *Mémoires*, Paris 2004 ; E. Bussière, M. Dumoulin, S. Schirman, *Europe organisée ou Europe du libre-échange*, P. Lang, Bruxelles, 2006 ; E. Bussière, M. Dumoulin, G. Trausch (eds), *Europa, l'idée et l'identité européennes de l'Antiquité grecque au XXI^e siècle*, Bruxelles-Berne, 2001 ; G. Ross, *Jacques Delors and European Integration*, Oxford UP, Oxford, 1995.

22. Il existe une abondante littérature sur le système du « libéralisme intégré ». Sur la naissance et l'explication du concept, voir John Gerard Ruggie, "International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order", *International Organization*, vol. 36 (Printemps 1982). Voir aussi, entre autres, E. Hobsbawm, *The Age of Extremes: The Short Twentieth Century, 1914-1991*, Michael Joseph, London, 1994 (notamment le chapitre sur « L'âge d'or ») ; B. J. Eichengreen, *Global Imbalances and The Lesson of Bretton Woods*, (Cambridge, Mass., 2007). Enfin, l'ouvrage de Daniel Sargent est particulièrement précis : *A Superpower Transformed: the Remaking of American Foreign Relations in the 1970s*, Oxford UP, Oxford, 2015.

23. Cf. JD-9, DP-84, « Les contradictions de la société industrielle : l'État face aux problèmes de la régulation économique et sociale », cit. p. 58.

24. Pour une étude complète de la transformation du capitalisme mondial, voir J. A. Frieden, *Global Capitalism. cit.* : L. Neal, J. G. Williamson (eds), *The Cambridge History of Capitalism. Volume II. The Spread of Capitalism from 1848 to the Present*, Cambridge UP, UK, 2014 (notamment les chapitres 8, 12, 14-16).

25. La répartition inégale du poids lié à la restructuration de l'économie internationale se reflétait clairement, par exemple, dans les tendances divergentes des résultats économiques au sein de la CE. Delors était persuadé que l'amélioration de la croissance et de l'emploi passait par une convergence progressive des économies nationales. C'est sur cette nécessité de cohésion qu'il a fondé son argumentation. La cohésion économique et sociale est devenue un pilier de son programme, présenté au Parlement européen le 14 janvier 1985, JD-2, I-85, « Les orientations de la Commission des Communautés européennes », cit.

inconditionnel d'une stricte politique anti-inflationniste - avait relevé les taux d'intérêt à court terme jusqu'à 20 %. Ces mesures ont entraîné l'économie américaine dans deux récessions successives, réduit le revenu médian des ménages de 10 % et fait grimper le taux de chômage à près de 11 %. Mais la thérapie de choc de Volcker a atteint son but : l'inflation est repassée sous la barre des 4 % et elle s'est maintenue à ce niveau pendant les vingt années suivantes²⁶. Afin d'éviter une fuite des capitaux massive, les pays d'Europe occidentale se sont alors livrés à une guerre des taux d'intérêt qui, cependant, a tourné à l'avantage des États-Unis.

Jacques Delors a systématiquement critiqué la politique monétaire déflationniste des États-Unis et dénoncé ses effets pervers sur les économies de la CE et, plus généralement, sur le système international. Tandis que l'Amérique, traditionnel « empire de la production » devenait un « empire de la consommation », la hausse du cours du dollar a constitué aux yeux de Delors un « plan Marshall Plan à l'envers »²⁷. L'après-guerre avait permis d'établir la *Pax Americana* reposant sur une hégémonie a priori encadrée par un ensemble d'accords qui limitaient le pouvoir américain tout en assurant à ses alliés certaines marges de manœuvre pour satisfaire leurs besoins essentiels²⁸. Mais ce compromis a volé en éclats au milieu des années 1980, un bouleversement symbolisé par le rôle central de la monnaie américaine. Ainsi, le dollar conservait ses privilèges, mais rejetait ses responsabilités²⁹. Alors qu'il était encore le ministre français de l'Économie et des finances, Jacques Delors avait publiquement dénoncé ce déséquilibre inacceptable :

« Nous sommes contents du dynamisme américain - il faut être beaux joueurs - mais nous lui demandons de prendre plus au sérieux les devoirs que lui assignent son leadership et le fait d'être le seul pays à pouvoir battre une monnaie acceptée par tout le monde. Imaginez que la France puisse financer son déficit commercial en créant des francs acceptés par tous ? ... Nous pourrions baisser les impôts, donner des incitations comme le réclame le CNPF, créer des emplois, etc. Malheureusement, il n'y a que l'Amérique qui a ce privilège...»³⁰

En critiquant les États-Unis pour leur manque de responsabilité hégémonique, Delors soulignait le bouleversement du compromis atlantique. La suprématie américaine pour mettre en place des systèmes et en retirer les avantages ne pouvait fonctionner, entre autres choses, que si ses alliés étaient prêts à coopérer. Mais ce n'était plus le cas³¹. Le ton assez cinglant du ministre français de l'époque a progressivement évolué, mais les déclarations certes plus subtiles du président de la Commission européenne n'en étaient pas moins incisives. Ainsi, c'est sans ambages qu'il n'a cessé d'exhorter les membres de la Communauté européenne à coopérer pour combattre ce qu'il appelait une « offensive majeure » des États-Unis. D'ailleurs, comme l'a observé le chercheur Giovanni Arrighi, « le tournant imprimé par Volcker d'une politique monétaire très permissive à une autre politique monétaire très restrictive pendant les dernières années de l'administration Carter a été le présage de l'abandon, sous l'ère Reagan, de l'idéologie et de l'application du New Deal, à l'échelle nationale et internationale »³².

26. Sur le choc Volcker, voir entre autres M. Mussa, "U.S. Monetary Policy in the 1980s" in M. Feldstein, *American Policy in the 1980s*, Chicago UP, Chicago, 1994, pp. 81-145. Sur ce même choc, en tant que tournant décisif de la « financiarisation de l'économie américaine » et plus généralement de jalon déterminant dans l'histoire de l'économie internationale, voir G.R. Krippner, *Capitalizing on Crisis: the Political Origins of the Rise of Finance*, Harvard UP, Mass, 2011; J. Stein, *Pivotal Decade: How the United States Traded Factories for Finance in the Seventies*, New Haven, CT, 2010.

27. JD-25, I-85, *Gauche européenne. Presse variée*, in "Intervista Presidente Delors al Corriere della Sera", (Entretien accordé au Corriere della Sera), A. Guatelli, 4 mars 1985, p. 56

28. M. Mastanduno, « System Maker and Privilege Taker: The United States and the International Political Economy », *World Politics*, Vol. 61, n. 1, janvier 2009, pp. 121-154. Le débat historiographique autour de la *Pax Americana* est particulièrement riche. Par souci de concision, et parce que l'opinion de Delors correspond à sa définition, voir C. Maier, "Alliance and Autonomy: European identity and US Foreign Policy Objectives in the Truman Years", in M.C. Lacey (ed), *The Truman Presidency*, Cambridge University Press, NY, 1989, p. 274. Maier a pour la première fois défini l'hégémonie américaine comme « consensuelle », définition saluée par tous, dans *In Search of Stability: Explorations in Historical Political Economy*, Cambridge UP, NY, 1987, p. 148. Il a par la suite approfondi ce concept dans C. Maier (ed), *The Cold War in Europe: era of a divided continent*, Markus Wiener Publishers, Princeton, 1996.

29. Sur la transformation du dollar, voir B. Eichengreen, *Exorbitant Privilege: the Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System* (New York, 2011) ; E. Helleiner et Jonathan Kirshner, *The Future of the Dollar*, Cornell UP, Ithaca, 2009.

30. JD-025. Et tout en soulignant la spécificité de la CE, il a aussi remis en cause le leadership des États-Unis : « que penseraient les Américains si l'Europe préservait ses emplois et augmentait son activité avec un déficit extérieur aussi élevé que celui des États-Unis ? »

31. Sur la transformation de l'hégémonie américaine, voir Judith Stein, *Pivotal Decade: How the United States Traded Factories for Finance in the Seventies* (New Haven, 2010) ; Jefferson Cowie, *Stayin' Alive: The 1970s and the Last Days of the Working Class* (New York, 2010) ; Daniel Rodgers, *Age of Fracture*, (Cambridge, Mass., 2011) ; Thomas Borstelmann, *The 1970s. A New Global History* (Princeton, 2012). Sur les différents facteurs qui ont contribué à cette transformation, voir Jean Quataert, *Advocating Dignity: Human Rights Mobilization in Global Politics* (Philadelphia, 2009) ; Samuel Moyn, *The Last Utopia. Human Rights in History* (Cambridge, Ma, 2012) ; Barbara Keys, *Reclaiming American Virtue: The Human Rights Revolution of the 1970s* (Cambridge, Mass., 2014). Sur le dollar, voir Barry Eichengreen, *Exorbitant Privilege: the Rise and Fall of the Dollar and the Future of the International Monetary System* (New York, 2011) ; Eric Helleiner et Jonathan Kirshner, *The Future of the Dollar* (Ithaca, 2009).

32. G. Arrighi, "The world economy and the Cold War, 1970-1990", in Melvyn P. Leffler and Odd A. Westad, *The Cambridge History of the Cold War*, vol. 3, 2010, pp. 49

2. Comprendre le modèle social européen : l'importance du contexte transatlantique

En quoi les relations États-Unis - Europe sont-elles si fondamentales pour l'étude de « l'Europe sociale » ?

Jacques Delors lui-même a apporté une partie de la réponse en affirmant que le reaganisme était l'une des grandes clés permettant de comprendre les défis de l'époque : « nous sommes ici engagés dans un débat d'une grande acuité avec l'Administration américaine. Ce que l'on appelle le « Reaganisme » ne vise pas seulement le fonctionnement de l'économie interne, mais aussi toute l'action internationale des États »³³.

La relance de l'intégration européenne dans les années 1980 s'est déroulée dans un contexte de reconfiguration majeure du paysage politique, culturel et économique aux États-Unis : le virage néolibéral et néoconservateur qui a très fortement influencé la politique étrangère américaine, les relations transatlantiques et, dans une certaine mesure, l'intégration européenne. Il n'est pas possible de comprendre la situation de la CE à cette période sans prendre en compte cet aspect des choses.

“ LA RELANCE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE DANS LES ANNÉES 1980 S'EST DÉROULÉE DANS UN CONTEXTE DE RECONFIGURATION MAJEURE DU PAYSAGE POLITIQUE, CULTUREL ET ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS.”

L'inflexion droitière de la politique américaine basée sur le démantèlement progressif du modèle économique et politique du New Deal, comme l'a observé Arrighi, a donné lieu à nombre d'éloges dithyrambiques de la théorie économique du marché ouvert³⁴. Pendant « l'ère Reagan », la dérégulation, la financiarisation, la levée des contrôles sur les flux de capitaux, les privatisations, les avantages fiscaux pour les entreprises et les mesures prises pour tourner la page de « l'État omniprésent » et de l'État providence se sont peu à peu imposés comme principes structurants du nouvel ordre économique. Quant à savoir si la nouvelle droite américaine a tenu toutes ses promesses, le débat reste ouvert³⁵. Les Républicains militent pour la discipline budgétaire, pourtant le déficit du gouvernement fédéral et la dette nationale se sont envolés. En dépit de nombreuses attaques, les programmes du New Deal et de la Grande société ont survécu aux années 1980. Les investissements fédéraux, notamment dans le domaine militaire, ont continué de nourrir la croissance et, dès le milieu des années 1980, Jacques Delors avait publiquement dénoncé ces contradictions gênantes et mis en évidence l'écart entre les pratiques et la rhétorique de la politique économique du président Reagan³⁶. Et en effet, les États-Unis évoluaient de façon désordonnée entre anciennes politiques et nouvelles conceptions. Pourtant, **d'un point de vue idéologique, discursif et culturel, la croisade néolibérale a sans conteste obtenu des résultats subtils et plus durables.** Le mouvement conservateur a réussi à modifier les termes du débat en élaborant ce qui est devenu un récit quasi inattaquable et en mettant ses opposants sur la défensive. Dans son brillant ouvrage, *Age of Fracture*, Daniel Rodgers met en lumière l'omniprésence du discours conservateur : « dans cet air de liberté enchanté, désenclavé et physiquement présent qui se glissait dans les discours de Reagan, dans la désagrégation de « Nous, le peuple » au profit de la mise sur un piédestal de héros individuels, dans la célébration des possibilités sans limite du je et du changement, il y avait davantage de parallèles avec les dynamiques intellectuelles du moment que bien des observateurs l'ont reconnu à cette époque »³⁷.

Mais Delors avait apparemment perçu le changement, et ce en partie car le modèle néolibéral omniprésent dans le discours américain de l'ère Reagan résonnait aussi de ce côté de l'Atlantique. L'exemple le plus visible et frappant en a été la révolution de Margaret Thatcher³⁸. En proclamant résolument « il n'existe pas de

33. Rapporté par le *Herald Tribune* (1.3.85) et le *Wall Street Journal* (1.3.85), in JD-42, I- 85, « *Fil Rouge* », p. 5. À noter que des analystes de *La Lettre européenne* ont accueilli son *Programme pour la Commission* comme le produit de quelqu'un ayant finalement résisté à la tentation des politiques économiques reaganiennes (p.6).

34. Sur ce sujet voir entre autres D. Rodgers, *Age of Fracture*, Cambridge, Mass., 2011 ; B. Schulman et Julian E. Zelizer, *Rightward Bound. Making America Conservative in the 1970s*, Cambridge, Mass. 2008 ; Hil Troy, *Morning in America. How Ronald Reagan Invented the 1980s*, Princeton University Press, 2005.

35. L'expression « ère Reagan » est de S. Wilentz (*The Age of Reagan, 1974-2008*, New York, 2008). Voir aussi D. Rossinow, *The Reagan Era. A History of the 1980s*, New York, 2015.

36. Dans un entretien au *Corriere della Sera* publié en mars 1985, le président de la Commission a souligné cet écart : « je pourrais citer des articles venant d'économistes libéraux selon lesquels la politique menée par l'Administration américaine s'éloigne parfois assez sensiblement de la représentation théorique qui est en faite. » Delors a ajouté une note manuscrite : « ils soulignent le caractère « keynésien » d'un volet de leur politique : la stimulation de la demande par les programmes militaires et un fort déficit budgétaire, financé en bonne parti par l'épargne des autres pays », JD-25, I-85, p. 56.

37. D. Rodgers, *Age of Fracture*, cit, p. 39

38. Au sujet de Margaret Thatcher, et en particulier de l'impact culturel, politique et social de sa politique et de ses positions économiques, voir L. Hadley, E. Ho, *Thatcher&After. Margaret Thatcher and Her Afterlike in Contemporary Culture*, Palgrave/Macmillan, London, 2010 ; T. Judt, *Postwar*, cit ; *Ill Fares the Land*, cit ; D. Kavanah, *Thatcherism and British Politics*, Oxford UP, Oxford, 1997 ; R. Vinen, *Thatcher's Britain: the politics and social upheaval of the Thatcher era*, Simon&Schuster, London, 2009 ; C. Wolmar, *Broken Rails: How Privatization Wrecked Britain's Railways*, Aurum Press, London, 2011.

société » et « il n'y a pas d'autre choix » que la libéralisation des marchés, la déréglementation de la production et de la finance, la privatisation des entreprises publiques, des services publics limités et des budgets équilibrés, elle aussi est entrée en guerre contre les tenants du capitalisme intégré d'après-guerre et de son compromis keynésien. Au Royaume-Uni, alors que l'éthique individualiste qui faisait fi de tout bien non quantifiable était fortement mise en avant, l'espace public est devenu « le marché »³⁹. **Pourtant, Delors était idéologiquement et politiquement résolu à rechercher une autre solution.** Contrairement aux attentes de Margaret Thatcher, il ne serait pas l'homme qui transformerait « l'europanisme en thatchérisme », comme elle pensait qu'il l'avait fait avec la vision mitterrandienne⁴⁰. Et c'est peut-être là l'aspect le plus singulier de l'image éclectique de Jacques Delors, avec ses côtés a priori irréconciliables : il a été le champion français de l'austérité, crédité de la modernisation du pays, et le Frère Jacques conspirant pour introduire le collectivisme et le corporatisme au sein de l'Europe ; le brillant disciple d'Emmanuel Mounier cherchant sans cesse à donner à la CE un visage plus humain ; le Tsar de Bruxelles et l'homme qui a converti l'Europe occidentale au néolibéralisme sauvage⁴¹. En réalité, aucune de ces descriptions (en particulier la plus caricaturale) ne parvient à refléter les complexités et les ambiguïtés de sa vision, même si elles contiennent une part de vérité en pointant le mélange subtil d'inspirations intellectuelles et de compromis politiques qui ont fondé le « delorisme »⁴². Il est manifeste qu'il a intégré les valeurs du **libéralisme classique** dans sa conception d'un système économique basé sur la coopération, la mutualisation, la négociation contractuelle et un développement décentralisé, sans recours aux normes de l'État. Ancien syndicaliste chrétien baigné dans la philosophie du **personnalisme**, Delors a sans relâche prôné la nécessité du travail collectif. Un travail qui devait être équitable, sur la base du principe de la responsabilité individuelle au sein d'une communauté vue comme le lieu où le développement personnel est favorisé et non relégué à l'arrière-plan. En outre, ce travail, entrepris dans le respect de tous les partenaires sociaux, s'ancrait évidemment dans la progressivité. Le changement devait s'effectuer dans la régularité ou ne pas s'effectuer. Et il nécessitait des compromis dynamiques entre les nombreuses forces de la société. Bien sûr, l'ambition et le discours de Delors doivent aussi être replacés dans le contexte du **socialisme européen** qui était à son apogée dans les années 1970, mais qui serait bientôt battu en brèche par la réponse conservatrice et néolibérale des décennies suivantes. Depuis la refondation du Parti Socialiste Français en 1971, les slogans sont passés de « changer la vie » à « rompre avec le capitalisme », mais l'application des principes du parti s'est avérée à la fois problématique et contradictoire. L'échec ultime du « keynésianisme dans un seul pays » a alimenté un vaste débat sur les nouvelles modalités de définition des politiques nationales, dans un contexte d'interdépendance accrue. Les socialistes ont alors affiné leur réflexion sur l'intégration européenne, perçue comme une alternative aux limitations des initiatives nationales ainsi que comme une nouvelle forme de dialogue « nord-sud ». Puisque l'incapacité de la nation à faire face à la concurrence mondiale dans une période de crise financière et de développement avait éliminé toute possibilité de changement social-démocrate à l'échelle nationale, un **projet euro-keynésien** pouvait voir le jour dans un contexte européen élargi⁴³.

Les projections de Delors sont le résultat de ce mélange complexe d'idées qui ont dessiné ses ambitions, ses politiques et son discours. Direct, taxonomique dans ses discours et ses écrits, le président de la Commission a transmis au public sa vision économique et politique de l'Europe en l'opposant clairement au modèle

39. T. Judt, *Postwar*, cit., p. 545. Sur la révolution de Margaret Thatcher, dans *Age of Fracture*, cit., Rodgers définit le marché comme la métaphore hégémonique de l'époque.

40. Selon un député conservateur à propos de Thatcher, cité in P. Ludlow, "Jacques Delors (1985-1995): navigating the European stream at full flow", cit., p. 6.

41. En 1984, Jérôme Vignon – conseiller économique de Delors – a publié son analyse du delorisme dans *Les Cahiers Français* et soulevé une question : toute la période où Pierre Mauroy était Premier ministre pourrait se réduire à une simple phrase la qualifiant d'échec premier, uniquement sauvé par le recours à des mesures d'austérité vigoureusement appuyées par son ministre des Finances, Jacques Delors. Cf. Jérôme Vignon, « Le Delorisme en économie : note [dactyl.] » in *Les Cahiers français*, 12-1984, JD-9, DP-84, *Interventions de Jacques Delors sur les affaires économiques*, pp. 2-23. Pour un panorama impressionnant de son image aux multiples facettes et de son évolution dans le temps, voir les revues de presse intégrées dans ses Archives personnelles, et en particulier JD-14, DP-84, *Portrait de Jacques Delors dans la presse* ; JD-88, I-88, *Presse sur Jacques Delors* [les délégués au Congrès des syndicats britanniques ont fait une « standing ovation » à Jacques Delors et chanté en chœur *Frère Jacques* quand il a prononcé son célèbre discours à Bournemouth en octobre 1988] ; JD-176, II-90, *Article sur Jacques Delors*.

42. Pour comprendre la nature complexe de la pensée de Jacques Delors, ses mémoires, discours et interventions sont des sources très précieuses. Parmi ses plus importantes publications, voir *Mémoires*, cit. ; *L'Unité d'un homme*, cit. ; *Combats pour l'Europe*, Economica, Paris, 1996 ; *Investir dans le social*, Odile Jacob, Paris, 2009 ; J. Delors et P. Alexandre, *En sortir ou pas*, Grasset, Paris, 1985. Sur Delors, voir C. Grant, *Delors: Inside the House that Jacques Built*, Nicholas Brealey Pub, London, 1994 ; Cécil Amar, *Delors, l'homme qui ne voulait pas être roi*, Grasset, Paris, 2016. Sur ce que Delors doit au paternalisme et à Emmanuel Mounier, voire entre autres J. Barroche, « La subsidiarité chez Jacques Delors. Du socialisme chrétien au fédéralisme européen », *L'Harmattan*, 2007/3, pp. 153-177 ; S. Baz-Hatem et N. Chambon, *Jacques Delors, hier et aujourd'hui*, édition Desclée de Brouwer, 2014. Ses propres réflexions à ce propos, conservées dans ses archives personnelles, sont aussi très intéressantes, voir par exemple JD-24, I-85, « Message [dactyl.] de Jacques Delors sur Emmanuel Mounier (31/03) », pp. 98-100 ; « Lettre de Jacques Delors à l'Association des Amis d'Emmanuel Mounier accompagnant son message (01/04) » et « lettres de l'Association sollicitant un témoignage de Jacques Delors (10/12/1984-21/03/1985) », pp. 102-104 ; JD-201, II-90, *Commémoration du philosophe chrétien Emmanuel Mounier*, pp. 1-89 ; JD-900, II-89, *Collège de l'Europe (Bruges)*, « Discours d'ouverture de la Quarantième année académique du Collège de l'Europe », pp. 3-42. Son passé syndical est nettement visible dans l'ensemble du Fonds.

43. J. Delors : « le projet européen offre à la social-démocratie l'opportunité d'un dépassement en donnant prise à son ouverture internationale : en lui facilitant l'accomplissement de ses "tâches historiques", en l'ouvrant aux attentes nouvelles de nos sociétés », in JD-957, II-90, *Article de Jacques Delors in Argumentaire*, « Une nouvelle frontière pour la social-démocratie », 01/1990. Pour une réflexion historique sur la transformation des partis et idées socio-démocrates, voire entre autres J. Callaghan, *The Retreat of Social Democracy* (Manchester, 2000) ; S. Cruciani (ed), *Il socialismo europeo e il processo di integrazione*, Milano, FrancoAngeli, (à venir, 2016) ; M. Lazar (éd.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen* (Paris, 1996) ; G. Moschonas, *In the Name of Social Democracy: The Great Transformation: 1945 to the Present*, 2002 ; D. Sassoon, *One Hundred Years of Socialism. The West European Left in the Twentieth Century* (London/NY, 1996).

anglo-américain de société atomisée, privatisée, désagrégée, gouvernée par des logiques de séparation, d'individualisation, et obsédée par l'autoréférence. Selon lui, **le clivage euro-américain majeur tenait à cet état d'esprit et découlait avant tout d'une conception différente du lien entre les individus au sein d'une communauté partageant des valeurs et des règles** : « À l'extrême, chacun se sent le seul juge de lui-même, l'esprit de compétition ne va plus avec l'esprit de coopération. [...] C'est la question de ne plus se reconnaître dans la communauté, dans les collectivités auxquelles on appartient, avec les disciplines et les solidarités qui l'accompagnent. »⁴⁴

L'interprétation différente de la signification de la liberté était au cœur du clivage : elle portait sur le rôle de l'État et, finalement, sur l'importance du marché. Si Reagan le qualifiait de « magique », Delors le décrivait comme « l'indispensable répartiteur de ressources, le décideur et la source de dynamisme économique », mais en aucun cas comme une fin en soi. Il devait s'accompagner d'une « conscience morale », sinon les sociétés seraient en danger. Paradoxalement, la révolution néolibérale renforçait l'État tout en étant aux petits soins pour le marché, mais dans le même temps elle défaisait les liens qui auparavant les unissaient. Cela posait un « **défi moral** », il fallait contre-attaquer au nom du passé et de l'identité de l'Europe. Jacques Delors affirmait que les concepts fondamentaux de justice sociale et d'équité étaient ancrés dans l'histoire de la civilisation européenne : « L'Europe est la terre d'élection d'un équilibre entre la société et l'individu. Hors de l'Europe cet équilibre est aujourd'hui presque partout interrompu »⁴⁵. Dans un discours à la Confédération française démocratique du travail, Delors a présenté la réforme de l'économie mixte en termes d'identité et en l'opposant explicitement à d'autres modèles, japonais et américain en particulier : « [...] Il y a dans les thèmes de la dérégulation, dans les thèmes de l'anti-État [...] la démarche qui conduit à une conception très dangereuse des rapports ou de la place respective de l'individu et de la société. C'est tourner le dos à tout ce qui a été l'éthique du syndicalisme et de la pensée social-démocrate pendant des années, qui consistait à dire : l'individu a des droits et des devoirs, mais la société en a aussi. Et la civilisation européenne est la seule qui, par ses fondements, garantisse un fond commun, philosophique, qui attache beaucoup d'importance à **l'équilibre tensionnel, dialectique, entre l'individu et la société** ; alors qu'aux États-Unis, on penche plutôt vers l'exaltation de l'individu, alors qu'au Japon, malgré une vie familiale qui reste très protectrice, c'est la pesée de la société qui apparaît frappante.»⁴⁶

Il s'agit là de la deuxième raison qui démontre toute l'importance de la prise en compte du contexte transatlantique dans l'étude du modèle social européen. Loin d'être un exemple isolé, la quête d'un « modèle social » allait de pair avec l'identification d'autres solutions non souhaitables. La définition et la construction d'une identité propre semblent s'être fondées sur l'opposition négative à un supposé Autre bien défini⁴⁷. Les États-Unis ont souvent tenu ce rôle de l'Autre dans l'histoire du processus de l'intégration européenne et l'Amérique reaganienne a évidemment fourni un cadre conceptuel clair pour réfléchir à ce que *ne devrait pas* être une Europe unie⁴⁸.

“ LA DÉFINITION ET LA
CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ
PROPRE SEMBLENT S'ÊTRE
FONDÉES SUR L'OPPOSITION
NÉGATIVE À UN SUPPOSÉ AUTRE
BIEN DÉFINI.”

Cependant, comme l'explique Mark Mazower, « l'Europe a rarement été juste envers l'Europe » : elle a symbolisé un idéal normatif beaucoup plus vaste, et c'est exactement ce que Delors cherchait à créer⁴⁹. Il avait en effet l'objectif d'établir un ordre social moral sur le vieux continent, et progressivement de l'étendre au monde entier. Il était de la responsabilité de la CE, à l'intérieur de ses frontières et au-delà, de montrer la voie pour définir un ordre équilibré, à même de démontrer la compatibilité entre dynamisme économique et justice sociale. Selon une métaphore éloquentement également prise par le ministre français de la Culture, Jack Lang,

44. Delors cité par N. Chambon, S. Baz-Hatem, *Jacques Delors hier et aujourd'hui*, cit., p. 46.

45. JD-9, DP-84, « Épreuve d'un article sur Jacques Delors » in *La Vie* (n. p.) [12/1984], p. 6. Et dans ce contexte, le journaliste a décrit et salué l'ambition de Delors qui entendait – en tant que président de la Commission – promouvoir la protection de l'héritage culturel de l'Europe, développer la mobilité des jeunes, mais aussi les festivals et l'industrie cinématographique. Je reviendrai plus tard sur la perception par Delors du rôle de la culture dans la définition d'une identité européenne, ainsi que sur la façon dont il a conceptualisé le rôle de l'État pour la protéger, la définir et la diffuser.

46. JD-12, DP-84, Jacques Delors, « Européens » in *Cadres CFDT* [12/1984], p. 16

47. J. Delors : « Cela ne peut être réalisé que si ce grand marché est doté de ce que j'appelle une conscience morale, une conscience politique et c'est là la grande chance du modèle européen. Ce modèle dont on a dit tant de mal ces dernières années, mais qui avait su concilier les vertus du marché, l'intervention des autorités publiques et le dialogue entre les partenaires sociaux donnant ainsi sa spécificité à l'Europe. Cette spécificité, on ne la retrouve ni dans les raisons du succès japonais, ni dans le modèle américain avec ses heurs et ses malheurs. Elle est inscrite au fond de l'identité européenne et conditionne en profondeur la progression qui par la libération des échanges, la coopération technologique, le dialogue social et la coopération monétaire devra nous conduire à un espace économique commun », in JD-56, I-87, *Activités de Jacques Delors*, presse, Discours in *Journal de l'UCL* [02/1987], p. 128.

48. Sur l'identité européenne, voir René Girault, Gérard Bossuat, eds., *Les Europe des Européens* (Paris, 1993) ; Gerard Delanty, *Inventing Europe, Idea, Identity, Reality* (Houndsmills, 1995) ; Bo Stråth, ed., *Europe and the Other and Europe as the Other* (Bruxelles, 2000). Sur le rôle d'altérité des États-Unis, voir Gfeller, *Building a European Identity* ; Maria Gainar, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980* (Bruxelles, 2012).

49. M. Mazower, "What Remains: On the European Union. How the twentieth century's confidence in social solidarity, human dignity and a better future died a slow, quiet death", *The Nation*, 24 septembre 2012, consulté le 9 novembre 2016.

l'Europe entendait éviter à tout prix l'établissement d'un ordre mondial comparable à la fable du « renard dans le poulailler »⁵⁰ : « (Il faut) dégager, entre nous, des compromis dynamiques [...]. Et ce, non seulement pour défendre nos légitimes intérêts sur le plan industriel, agricole, financier, mais aussi pour coopérer à un ordre économique mondial qui ne soit pas comparable à la fable du « renard dans le poulailler ». Nous devons démontrer, par la qualité de nos propositions, par l'exemplarité de notre action, que l'efficacité et la justice peuvent aller de pair⁵¹ [...] L'équité, ce n'est pas seulement la juste récompense de l'initiative et de la prise de risques, c'est aussi une collectivité accueillante à tous ses membres et soucieuse d'égalité des chances.»⁵²

La question, disait-il, était de savoir **comment atteindre la « nouvelle frontière » entre nécessité et idéal, en évitant tout recours à des solutions radicales ou à des mesures simplificatrices**. En tant qu'« ingénieur social », selon ses propres mots, Delors s'est pleinement investi pour forger cette vision particulière de la modernité, fondée sur une approche pragmatique et empirique, et inspirée par ce qu'il présentait comme les valeurs fondatrices de l'Europe⁵³.

3. La Communauté européenne ou l'autre option de la modernité : les propositions de changement de Jacques Delors

3.1. La voie vers l'Europe sociale

Le programme de Delors combinait deux grands principes : **réalisme et solidarité**⁵⁴. Le premier imposait d'accepter les réformes structurelles nécessaires pour adapter l'Europe occidentale à la mondialisation. Convaincu que la libéralisation et la déréglementation du marché étaient inévitables, il appelait à repenser le rôle de l'État⁵⁵. Les évolutions rapides dans le domaine des télécommunications et de l'informatique réduisaient les possibilités de contrôle de l'État dont le recul inévitable devait à ce titre être « désidéologisé ». Certains éléments clés mais tout aussi intangibles du secteur des technologies de pointe (logiciels, programmation, ondes) constituaient un exemple frappant de ce phénomène. Selon Delors, il était tout bonnement irréaliste de penser que les échanges transfrontaliers pouvaient être contrôlés ou évités. À l'inverse de la rigidité idéologique du débat européen sur la fracture entre public et privé, entre l'État et le marché dans la régulation de l'économie, Delors estimait que la question n'était pas de savoir si l'État devait se retirer complètement ou conserver ses prérogatives. La vraie question consistait à décider comment le réformer pour le sauver⁵⁶. Si l'Europe voulait surmonter la crise et contribuer au remodelage du nouveau système économique international, elle devait devenir un acteur mondial plus efficace et plus dynamique, tirant sa puissance de la croissance économique. Delors soulignait à cet égard que l'intégration économique était un prérequis indispensable pour y parvenir : **davantage de cohésion monétaire, davantage de marché, davantage de production économique**. Le Programme 1992 répondait à ces objectifs en visant à supprimer toutes les barrières non tarifaires,

50. Jack Lang a utilisé cette métaphore en se référant implicitement à l'impérialisme culturel américain dans son célèbre – et très controversé – discours prononcé à la Conférence de l'UNESCO à Mexico City en 1982. Répondant à Jean Gerard – l'ambassadrice américaine auprès de l'UNESCO qui avait défini la politique culturelle américaine comme une politique de liberté, Lang a posé la question : « quelle liberté ? La liberté du renard dans le poulailler qui peut dévorer les poules sans défense, à sa guise ? ». Il a ensuite demandé ironiquement au public s'il souhaitait devenir un vassal de « l'immense empire du profit ». Sur l'importance de ce discours et plus généralement sur Jack Lang, voir entre autres Laurent Martin, *Jack Lang, une vie entre culture et politique*, Paris, Complexe, 2008 ; Richard Kuisel, *The French Way. How France embraced and rejected American Values and Power*, Princeton University Press, 2013.

51. JD-2, Interventions de Jacques Delors sur les orientations de la Commission, « Les orientations de la Commission des Communautés européennes », p. 7. Le texte a été présenté par Delors au Parlement européen à Strasbourg le 14 janvier 1985.

52. Delors a souvent utilisé cette métaphore. Voir par exemple JD-2, il-85, « Les orientations de la Commission des Communautés européennes », cit., p. 5, ainsi que son intervention au « Grand Jury de RTL - Le Monde » (03/02), cit., p. 59. Il emploie la même métaphore pour renforcer son opposition à toute forme de dumping social.

53. Le terme d'« ingénieur social » est de Delors lui-même. Il l'a souvent utilisé pour décrire son rôle institutionnel et politique : « Je me défins, si le mot n'est pas prétentieux, comme un ingénieur social. J'essaie toujours de voir où et comment on peut faire avancer les choses. [...] J'ai été choisi pour cette tâche pragmatique », in JD-25, I-85, A. Guatelli, entretien au *Corriere della Sera*, cit., p. 44. L'expression a ensuite été reprise par divers commentateurs, voir par exemple l'article publié par *Esprit* un mois après l'investiture de Jacques Delors, JD-10, DP-84, « Propos d'un ingénieur social », décembre 1984.

54. JD-0201, II-90, *Commemoration du philosophe chrétien Emmanuel Mounier*, cit.

55. B. Curli propose une perspective intéressante à ce sujet : B. Curli "Il vincolo europeo: le privatizzazioni dell'IRI tra Commissione europea e governo italiano" in R. Artoni (ed), *Storia dell'IRI*, vol. 4, *Crisi e privatizzazione*, Roma-Bari, Laterza, 2015, pp. 186-260.

56. Delors utilise souvent sa métaphore favorite « ne jetons pas l'enfant avec l'eau du bain ». Voir par exemple JD-12, DP-84, *Interventions de Jacques Delors relatives au syndicat CFDT*, « Européens » par Jacques Delors, in « Cadres CFDT » (12/1984), p. 16 : « [...] dernière question posée par l'innovation, après le comment produire et le mode de vie, c'est les relations entre l'individu et la société. Il y a dans les thèmes de la dérégulation, dans les thèmes de l'anti-État, il y a, si l'on n'y prend pas garde, si l'on cède aux effets de mode, il y a la démarche qui conduit à une conception très dangereuse des rapports ou de la place respective de l'individu et de la société. C'est tourner le dos à tout ce qui a été l'éthique du syndicalisme et de la pensée social-démocrate pendant des années, qui consistait à dire : l'individu a des droits et des devoirs, mais la société en a aussi. Et la civilisation européenne est la seule qui, par ses fondements, garantisse un fond commun, philosophique, qui attache beaucoup d'importance à l'équilibre tensionnel, dialectique, entre l'individu et la société ; alors qu'aux États-Unis, on penche plutôt vers l'exaltation de l'individu, alors qu'au Japon, malgré une vie familiale qui reste très protectrice, c'est la pesée de la société qui apparaît frappante. Donc, ne jetons pas l'enfant avec l'eau du bain, et voyons bien ce qu'il y a derrière les mots à la mode. »

à harmoniser les législations nationales, à ouvrir les marchés publics et à combler l'écart en matière d'impôts indirects⁵⁷. Une Communauté plus intégrée, de plus en plus ouverte au monde extérieur, deviendrait aussi un espace d'innovation technologique. Delors n'a jamais cessé d'insister sur le besoin urgent pour l'Europe de combler son retard dans la course au progrès technologique. Alors que les dépenses de recherche et développement des États-Unis avaient augmenté de 30 % au cours des cinq premières années de la décennie, la coopération et les investissements transnationaux en Europe étaient encore très limités. Nous ne discuterons pas ici du soutien et de l'engagement de Delors en faveur du projet EUREKA, mais il est évident qu'il percevait la pression imposée par le « défi américain » – que Servan-Schreiber avait laissé entrevoir vingt ans plus tôt – et la nécessité de le transformer en une occasion à saisir. Et bien sûr, la réponse devait venir de l'intérieur : « La solution ne réside pas dans l'imitation de modèles étrangers, qu'il soit américain ou japonais. L'Europe a la capacité d'inventer une voie spécifique »⁵⁸. Une communauté économique relancée serait ainsi un espace de croissance économique durable et de progrès technologique structuré. Mais elle serait avant tout un espace de solidarité.

Le deuxième principe de son programme répondait à ce que Delors considérait comme l'incontestable besoin de s'appuyer sur l'éthique pour préserver les particularités du modèle européen : « Nous devons être fidèles à notre personnalité »⁵⁹. La recherche de croissance devait se fonder sur l'intégration accrue de savoir-faire originaux et sur le soutien à des aspirations sociétales et individuelles : plus de loisirs de bonne qualité, protection de l'environnement, meilleure qualité des services publics, règles de santé et de sécurité au travail, égalité des chances. La CE devait faire un saut qualitatif, à l'échelon domestique et international. Au niveau européen, une plus grande attention portée à la cohésion sociale devait nécessairement se traduire par une réponse à **trois grands problèmes**. D'abord le handicap structurel lié au **fossé économique séparant le noyau riche de l'Europe et ses régions plus pauvres**. Il était donc impératif de combler ce fossé et de soutenir financièrement les régions les moins développées ou bien les reconversions industrielles. Ensuite, des mesures devaient être prises pour **moderniser l'agriculture**, pour réduire ses coûts tout en réaffirmant l'enjeu primordial du progrès rural pour la société européenne. Ainsi que Delors l'a clairement indiqué dans un entretien au *Wall Street Journal* à propos des discussions du GATT : « le modèle de société européenne n'est pas le même que le modèle américain [...] Vous pouvez lire tous les livres d'histoire à ce sujet, c'est l'agriculture qui a forgé la société européenne. C'est un pan indispensable de nos vies et elle ne doit pas disparaître. Il y aura le marché, oui, mais il y aura aussi des subventions »⁶⁰. Enfin, la solidarité supposait de trouver une solution au fléau du **chômage de longue durée** en mettant en œuvre des stratégies de formation tout au long de la vie, particulièrement pour les jeunes. Néanmoins, le principe de solidarité avait aussi une dimension externe⁶¹. La lecture européenne des règles et valeurs internationales avait donné lieu à une interprétation particulière du **dialogue nord/sud**, symbolisée par une approche plus prudente de la question de la dette mondiale et sur un travail d'élaboration de politiques méditerranéennes globales. De l'autre côté du rideau de fer, cette vision s'est matérialisée par la participation progressive de **l'Europe de l'Est** dans un réseau élargi de coopération industrielle et d'échanges culturels. Cependant, malgré sa vocation universelle, le débat sur le système social européen est en fait resté une affaire intra-européenne. Ainsi entre 1985 et 1988, alors que des évolutions considérables se déroulaient à quelques dizaines de kilomètres plus à l'est, la Commission Delors se consacrait presque exclusivement au marché intérieur. L'ombre de l'Union soviétique était là-bas au loin et l'hémisphère sud, pourtant souvent évoqué, ne pesait que peu de poids dans le processus général de transformation du projet européen. Quand Jacques Delors a pris les rênes de la Communauté européenne et prononcé son discours d'investiture, sa vision s'articulait autour de quatre thèmes imbriqués les uns dans les autres et devant s'inscrire dans un « cadre unique » : la mise en place du marché unique, une maîtrise complète de la technologie,

57. Dans le discours d'investiture de Delors, la référence au Programme 1992 était brève, mais précise et bien structurée. Pendant sa première tournée des capitales européennes, il a suggéré de nouvelles options pour relancer le processus de l'intégration européenne : une évolution institutionnelle, une monnaie unique ou une coopération dans le domaine de la défense. Mais Delors a souvent déclaré qu'il n'y avait qu'une seule façon de montrer que ces initiatives n'étaient pas réalisables. En fait, le cœur de ses interventions, du moins tel que cela transparaît dans ses Archives, était avant tout le marché unique. Sur le Programme 1992, voir A. Sbragia (ed), *Euro-Politics*, Brookings Institutions, DC, 1993.

58. JD-32, I-85, *Allocutions de Jacques Delors, presse*; intervention de Jacques Delors au Forum Expo de *Liaisons Sociales*, p. 3 et pp. 57-75; voir aussi JD-55, I-87, « Le Mal français : entretien avec Jacques Delors », in *Autrement* (01/1987), pp. 8-27. C'est aussi un avis partagé par d'autres participants au Forum Expo de *Liaisons Sociales*, en particulier M. Sergio Sarzeni, direction générale des Affaires sociales, de la main-d'œuvre et de l'éducation à l'OECE, p. 5. La déclaration du président de la Commission a également été rapportée par l'AFP Washington le 22/4/1985, JD-42, I-85, p. 96.

59. Il a souligné ce principe à chaque fois qu'il lui était demandé de s'exprimer sur le modèle économique européen. Voir par exemple l'intervention de Delors au Congrès de la gauche : « Message de Jacques Delors aux Congressistes de la Gauche Européenne », Strasbourg, 15-16/02/1985, in JD-26, I-85, *Gauche européenne, presse variée*, p. 3.

60. JD-0222, II-91, *Portrait de Jacques Delors dans la presse*, "Jacques Delors on America, Europe and himself" in *The Wall Street Journal*, 08/03/1991, p. 3. L'importance de la société rurale pour la France, l'Europe et la Communauté européenne a fait l'objet d'études remarquables. Voir par exemple A-C. Knudsen, *Farmers on Welfare. The Making of Europe's Common Agricultural Policy*, Cornell UP, Ithaca, 2009; K. Patel (ed.), *Fertile Ground for Europe? The History of European Integration and the Common Agricultural Policy since 1945*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 2009. Sur le « mythe de la centralité culturelle » de l'agriculture et son influence sur la PAC, voir T. Judt, *Grand Illusion?*, cit., pp. 18-24.

61. Cf. JD-38, I-85, « Grand débat entre Simone Veil et Jacques Delors », cit.

la cohésion économique et sociale, et une « certaine compétence monétaire ». Peu à peu, le premier objectif est devenu la proposition phare de la Commission et c'est celui qui a été entièrement atteint⁶².

Malgré des divergences prolongées sur le contenu et la méthode, en février 1986, les États membres de la Communauté européenne ont signé **l'Acte unique européen** (AUE). Associant la libéralisation du marché intérieur à une réforme des procédures, ce fut le premier amendement majeur au Traité de Rome. L'AUE reprenait 279 propositions contenues dans le Livre blanc élaboré en 1985 par la Commission et il avait pour but de créer un espace sans frontières intérieures dans lequel la liberté de circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux serait assurée. Au niveau institutionnel, il introduisait l'extension du vote à la majorité qualifiée au Parlement européen, doté en outre de deux nouveaux pouvoirs qui réduisaient légèrement le déficit démocratique de la CE. En revanche, sur la question de l'union économique et monétaire, l'AUE donnait compétence à une future conférence intergouvernementale. Et enfin, il contenait quelques articles hétérogènes portant sur la recherche et le développement technologique, ainsi que sur l'environnement et la coopération en matière de politique extérieure.

La **politique sociale** a été rénovée par l'introduction de deux nouveaux articles⁶³. L'article 118A autorisait le Conseil, statuant à la majorité qualifiée dans le cadre de la procédure de coopération, à prendre des prescriptions minimales pour promouvoir « l'amélioration du milieu du travail, pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs ». L'article 118B attribuait à la Commission la tâche de développer le dialogue social au niveau européen. Ces deux articles reflétaient l'ambition de la Communauté : créer un espace social européen grâce à la législation communautaire et – c'est là toute l'aspect innovant du texte – sur la base d'accords entre les deux parties du monde du travail⁶⁴.

Pour contrebalancer les effets de la réalisation du marché intérieur sur les États membres moins développés et pour réduire les écarts de développement entre les régions, l'AUE mettait aussi en œuvre une **politique communautaire de cohésion économique et sociale** permettant à la CE d'intervenir à travers le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et le Fonds européen de développement régional (FEDER). Par rapport aux dispositions relatives à la réalisation du marché intérieur, celles concernant la politique sociale faisaient un peu figure de parent pauvre⁶⁵. Delors n'a pas caché qu'il estimait que l'évolution étonnamment rapide vers une dérégulation préfigurant 1992 avait poussé la Commission trop à droite et il a décidé de corriger le cap : une première étape de ce qu'il appellera une « stratégie des poupées russes »⁶⁶. Désireux d'assurer que les bénéficiaires du marché unique seraient équitablement répartis, il a impulsé des changements graduels destinés avant tout à réformer le **budget communautaire**. Avec l'approbation du premier **paquet Delors**, la CE s'est vue dotée de ressources supplémentaires. Si la discipline budgétaire fixait des limites à l'augmentation des dépenses consacrées à l'agriculture, le soutien au développement régional était renforcé⁶⁷. Selon Judt, tandis qu'« en termes relatifs, le prétendu **“élément social”** dans le budget de l'UE était minime – moins de 1 % du PNB de la zone Europe – depuis la fin des années 1980, les budgets de la Communauté puis de l'Union européenne possèdent toutefois une qualité redistributive particulière, en transférant des ressources depuis des régions riches vers d'autres plus pauvres et en contribuant à une réduction de l'écart global entre riches et pauvres : en cela ils se substituent en effet aux programmes social-démocrates d'inspiration nationale de la génération précédente »⁶⁸. Bien qu'à court terme elle ait réellement tenu ses promesses, comme en témoigne la croissance spectaculaire de l'Irlande et du Portugal, la **capacité redistributive** de la CE sur le

62. Un bref mais intéressant résumé du processus de négociations ayant abouti à la signature et à la ratification de l'Acte unique européen est proposé par M. Gilbert, *European integration, cit.*, pp. 117-141. Sur les négociations, voir A. Moravcsik, "Negotiating the Single European Act: national interests and conventional statecraft in the European Community", *International Organization*, Volume 45, Issue 1, janvier 1991, pp. 19-56, aussi disponible sur <https://www.princeton.edu/~amoravcs/library/sea.pdf>

63. Rénovée et non inventée. La création de l'Europe sociale repose sur diverses dispositions du Traité de Rome, différentes mesures législatives et sur la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Voir la synthèse instructive de S. Schirmann et P. Tilly, « Circulation des travailleurs, droits sociaux et affaires sociales », in É. Bussière, V. Dujardin, M. Dumoulin, P. Ludlow, J. Willem Brouwer, É. Palmero, *La Commission européenne 1973-1986. Histoire et mémoires d'une institution*, Union européenne, 2014, pp. 351-368.

64. *Ibidem*

65. Le ministre des Affaires étrangères hollandais, Hans van den Broek, a défini l'AUE comme le meilleur compromis entre « le possible et le souhaitable » : cité par M. Gilbert, *European Integration, cit.*, p. 138

66. Dans sa recherche d'un capitalisme réglementé, Delors a agi pas à pas. Sa stratégie consistait à faire adopter des accords globaux pour mettre en œuvre des améliorations mineures, mais décisives, avec toujours en tête la prochaine proposition qui permettrait d'adopter de nouvelles mesures. Cette stratégie est clairement détaillée par Ross dans *Jacques Delors, cit.*

67. Les principaux bénéficiaires (Espagne, Grèce, Portugal et Irlande) ont d'abord reçu l'équivalent de 2 à 4 % de leur PIB. Le deuxième paquet Delors (1992) a porté le financement de la cohésion à 114 milliards d'euros pour la période 1994-1999. Il a déclaré : « Pour ces politiques de solidarité, la Communauté a décidé, pour vous donner un ordre de grandeur, de dégager en 5 ans plus d'argent qu'en avait fait le Plan Marshall après la guerre », in « Le défi moral européen », JD-407, II-91, p. 27. Sur la politique de cohésion européenne, voir F. Barry, "Economic Policy, Income Convergence and Structural Change in the EU Periphery" in Kierzkowski, H. (ed.), *Europe and Globalisation*, Palgrave-Macmillan, London, 2002. Voir aussi A. Cappelen, J. Castellacci, and B. Fagerberg, (2003). "The Impact of EU Regional Support on Growth and Convergence in the European Union, *Journal of Common Market Studies*, Vol. 41. Sur le Portugal, voir S. Royo, "From Authoritarianism to the European Union: the Europeanization of Portugal", *Mediterranean Quarterly* 15, n. 3, 2004. Sur l'Irlande, voir F. Barry (ed), *Understanding Ireland's Economic Growth*, MacMillan, London, 1999 ; A. Matthews, *Managing the Structural Funds in Ireland*, Cork University Press, Cork, 1994. Pour un aperçu de la situation à l'Est : D. Ost, *The Defeat of Solidarity: Anger and Politics in Post-Communist Europe*, Cornell UP, Ithaca, 2005.

68. Judt, *Postwar, cit.*, p. 583

long terme est beaucoup moins évidente⁶⁹. Néanmoins, l'engagement de la CE dans ce domaine a progressé et l'image d'« acteur social » de l'Europe occidentale s'est renforcée. D'ailleurs au cours de l'année suivante, la Commission a insisté pour mettre les droits sociaux au centre du programme communautaire. Ce ne fut pas un travail de tout repos, mais ses efforts ont été récompensés par l'adoption de la **Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs**. Il s'agissait d'une déclaration de principe non contraignante mais symbolique, approuvée par les États membres, à l'exception prévisible du Royaume-Uni⁷⁰ qui était fermement opposé à tout transfert de souveraineté en matière de politique sociale. En 1989, l'affrontement entre deux visions de l'Europe - néolibérale contre « sociale », « Anglo-Saxons contre Carolingiens » - était à son comble. Les célèbres discours prononcés par Delors et Thatcher l'année précédente traduisent clairement cette fracture. Le 8 septembre 1988 - répondant à l'invitation historique du Congrès des syndicats britanniques à Bournemouth - le président de la Commission avait défié le Premier ministre conservateur sur ses propres terres, plaçant la dimension sociale au cœur de l'Europe. Ce fut un moment charnière qui a renoué les liens entre le Parti Travailleiste et la gauche traditionnelle du continent, mais aussi alimenté les peurs thatcheriennes du « socialisme rampant ». Et Margaret Thatcher lui a répondu deux semaines plus tard, depuis la tribune du Collège d'Europe, à Bruges. Farouche opposante du supranationalisme, le Premier ministre a averti ses partenaires de la CE que la Grande-Bretagne combattrait bec et ongles toute tentative anachronique de remanier l'Europe dans un monde régi par les principes socialistes. Le *Sunday Telegraph* a décrit le conflit intra-européen en insistant sur son aspect particulier : « la vraie question sur l'avenir de l'Europe n'est pas tant l'opposition entre supranationalisme et nationalisme que celle entre capitalisme et socialisme, ou plutôt entre capitalisme et corporatisme [...] Presque personne ne veut d'un État européen supranational et c'est pourquoi Mme Thatcher n'avait pas besoin de lancer cette attaque, c'était une idée stupide. Mais une Europe socialiste ou corporatiste compte beaucoup de partisans, ici et sur le continent, et à moins que Mme Thatcher combatte ce concept sans relâche, il pourrait bien s'imposer trop facilement et furtivement avant d'atteindre le point de non-retour »⁷¹. Et le *Wall Street Journal* soulignait : « L'Amérique doit comprendre ce débat, car une défaite des conceptions de Mme Thatcher coûterait cher aux États-Unis. Après tout, il y a quelques Américains enterrés à côté des *Tommies* dans toute l'Europe »⁷².

L'Europe occidentale n'était pas au bord d'une révolution socialiste, comme les années suivantes l'ont démontré. Et à l'échelle internationale, les critiques et les tensions étaient plutôt alimentées par la crainte d'une « forteresse Europe » que par celle d'un « état rouge ». Mais le discours de Delors, sa projection d'une idée particulière de l'europanisme, son combat pour la recherche collective d'un accomplissement sociétal soulignait que le néolibéralisme effréné, pur et dur, ne trouvait un soutien (partiel) qu'à Londres⁷³. Il dessinait les contours de changements plus vastes dans la façon dont les Européens imaginaient leur société et leurs vies personnelles à une époque de grands bouleversements. Audacieux, le président de la Commission proclamait que des « **vents favorables** » soufflaient⁷⁴. L'homme prudent était peu à peu devenu plus hardi, proactif et plus enclin à « europaniser » les enseignements, les recettes et les prescriptions afin de nourrir des attentes optimistes.

Cette évolution est due à plusieurs facteurs. En premier lieu, **la foi de Delors dans l'Acte unique européen** et dans les transformations qu'il entraînerait. L'harmonisation sociale était inscrite dans l'AUÉ et les gouvernements européens avaient respecté leurs obligations légales. Selon Jacques Delors, il était de l'intérêt même des entreprises et des gouvernements de voir se concrétiser le programme du marché intérieur et il était fort peu probable qu'ils fassent échouer le processus enclenché. Progressivement, la politique sociale s'amplifierait. En deuxième lieu, les grands secteurs d'activité partageaient les mêmes **inquiétudes à propos du dumping social** et ils soutiendraient des mesures visant à éviter la délocalisation d'emplois depuis le nord de l'Europe vers la zone sud, moins réglementée et où les salaires étaient plus bas. En troisième lieu, **l'environnement politique avait changé** : les socialistes étaient au pouvoir en France, en Grèce et en Espagne, et ils faisaient partie des coalitions gouvernementales en Italie et en Belgique. En matière de politique sociale,

69. Pour une analyse critique de l'évolution de la politique de cohésion, voir M. Jouen, « Marché unique et politique de cohésion : un tandem malmené par la crise et la globalisation », *Policy Paper* n. 108, 28/4/2014, Notre Europe ; F. Vandenbroucke et D. Rinaldi, « Inégalités sociales en Europe - Le défi de la convergence et de la cohésion », *Policy Paper*, 147, Notre Europe. Voir aussi S. Lolos, "Success and failure of economic policies: The experience of Greece and Portugal", in *Comparative Economic Studies*, Vol. 30, No. 1, printemps 1998 ; L. Hooghe, *Cohesion Policy and European Integration: Building Multi-Level Governance*, Oxford University Press, Oxford, 1996.

70. Voir M. Thatcher, *Downing Street Years*, HarperCollins, London, 1993. Sur l'importance de la Charte, voir L. Magnusson and B. Stråth (eds.), *A European Social Citizenship? Preconditions for future policies from a historical perspective*, Brussels, PIE-Peter Lang, 2004.

71. *The Sunday Telegraph*, 25/9/1988, in JD-74, I-88, Activité de Jacques Delors, presse, p. 90

72. *The Wall Street Journal*, 26/9/1988, in JD-74, I-88, p. 110. [NDT : *Tommies* est un terme désignant les soldats britanniques].

73. Pendant ces années-là, l'opposition à Mme Thatcher était à son comble non seulement dans l'opinion publique, mais aussi et surtout parmi ses collègues les députés conservateurs. Ce sont eux qui précipiteront son départ en novembre 1990.

74. Rapporté par le journaliste David Buchan, voir JD-74, I-88, p. 785

l'Allemagne de l'Ouest allait dans le même sens et, au Conseil européen de Hanovre en 1988, Helmut Kohl avait soutenu l'action de Delors sur le front social⁷⁵. Enfin, les socialistes Papandreu, González et Mitterrand avaient tour à tour assuré la présidence du Conseil européen, ce qui confortait la cohérence et la solidité du projet.

Dans presque toute l'Europe occidentale, un consensus s'était établi sur la possibilité d'assurer aux travailleurs - au sein de la CE - l'application de normes de santé et sécurité, le choix de participer à la gestion de leurs entreprises, une plus grande mobilité professionnelle, des possibilités de formation tout au long de la vie et la garantie de certains droits. C'est ainsi que les réalisations, si minimes fussent-elles, étaient mises en avant. En renforçant la solidarité à l'échelon continental, Delors a pu transformer la réforme de l'État providence en effort collectif pour établir un « modèle social européen » global et ambitieux. En outre, en présentant son Programme 1992 comme un outil pensé pour restructurer un nouvel ordre économique international - en dépit de certaines contradictions - il a forgé une autoreprésentation et une perception de l'Europe en tant que puissance normative favorisant une gestion bien réglementée de la mondialisation⁷⁶. Alors en voie d'achever l'unification monétaire et politique, avec la préparation et la signature du fameux Traité de Maastricht, l'Europe était de nouveau en marche. La fin de la guerre froide avait en outre renforcé la confiance dans la portée historique du projet d'intégration. En tant que plus grand ensemble économique du monde industrialisé, elle était de plus en plus considérée comme une superpuissance en gestation. L'Allemagne rapidement réunifiée dans le giron communautaire et les bouleversements à l'est poussaient les anciens satellites soviétiques à frapper à la porte de la toute nouvelle Union européenne. « Vers qui se tournent ces pays ?, demandait Delors, pas vers les États-Unis qui leur disent : nous envoyons nos boys and girls à la guerre, alors ne nous demandez pas plus, ça nous coûte déjà 100 milliards de dollars par an. Les Japonais ? Ils passent entre les gouttes. Les pays de l'Est frappent donc à la porte de la Communauté »⁷⁷. Les accueillir était une nécessité historique et un devoir moral et, à ce titre, il fallait relever le défi. Avec « réalisme et solidarité », comme le rappelait Jacques Delors.

DELORS A PU TRANSFORMER
LA RÉFORME DE L'ÉTAT
PROVIDENCE EN EFFORT COLLECTIF
POUR ÉTABLIR UN « MODÈLE
SOCIAL EUROPÉEN » GLOBAL ET
AMBITIEUX."

Alors que l'UE entamait un processus historique d'élargissement à l'est, le monde l'observait⁷⁸. Anticipant de futures spéculations sur un potentiel « siècle européen » et s'appuyant sur une perception croissante de l'Europe comme l'un des grands gagnants de la guerre froide - « une puissance montante au milieu d'hégémonies déclinantes » - l'économiste politique américain Lester Thurow a publié un livre polémique comparant les modes de vie japonais, américain et européen, reconnaissant que ce dernier favorisait un progressif « changement de mentalités »⁷⁹. Dans cet ouvrage, il écrivait :

« Après avoir été à la traîne dans les années 1980, l'Europe entame la décennie 1990 avec la meilleure position stratégique sur l'échiquier économique mondial. Si elle fait les bons choix, elle peut devenir la puissance économique dominante du 21^e siècle, quoique fassent le Japon et les États-Unis. [...] Sachant que les pays européens représentent à la fois les courants communautaires et individualistes du capitalisme, les compromis nécessaires à l'intégration de l'Europe pourraient conduire à la combinaison des meilleurs aspects de chaque courant. »⁸⁰.

Mais le « si » s'est révélé crucial. Au début des années 1990, le « changement de mentalités » ne s'est apparemment pas concrétisé et il s'est plutôt transformé en « **changement d'humeur** » au niveau européen et international.

75. Négligé par l'historiographie, ce Conseil a constitué une étape importante de l'intégration européenne : non seulement dans le domaine monétaire en donnant l'élan nécessaire à l'adoption d'une monnaie unique, mais aussi parce qu'il a entériné une convergence sur la politique sociale. Une réflexion intéressante sur le Conseil (essentiellement pour son impact sur l'union monétaire) est proposée par Mark Gilbert : "A Shift in Mood: the 1992 Initiative and Changing US Perceptions of the European Community, 1988-1989" in K. K. Patel, K. Weisbrode (eds), *European Integration and the Atlantic Community in the 1980s*, cit., pp. 243-264.

76. Dans un article intéressant, l'économiste Rawi Abdelal suggère que l'action de Delors pourrait s'inscrire dans un cadre inspiré des idées de deux autres Français : Henry Chavanski de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et Michel Camdessus du Fonds monétaire international (FMI). À la tête de leur institution respective, ils ont élaboré ce qu'Abdelal appelle le « consensus de Paris » à l'origine du système financier libéral international d'aujourd'hui : « Les politiques français et européens ont promu une mondialisation *ad hoc* basée sur de multiples accords bilatéraux. Une fois codifiées par l'UE et l'OCDE, les règles libérales ont régi les pratiques politiques des États « européens » et « développés », qui ne considéraient plus le contrôle des capitaux comme un instrument politique légitime. Au milieu des années 1990, le FMI a débattu de nouvelles règles universelles en faveur de la liberté des capitaux, mais la proposition a été rejetée, principalement par le Congrès américain, après les crises financières de 1997 et 1998. À ce moment-là, les flux de capitaux dans le monde étaient déjà gouvernés par les règles libérales de l'UE et de l'OCDE. » in R. Abdelal, « Writing the Rules of Global Finance: France, Europe, and Capital Liberalization », *Review of International Political Economy* 13, no. 1, février 2006, pp.1-27.

77. JD-201, II-90, *Commémoration du philosophe chrétien Emmanuel Mounier*, cit., p. 10.

78. Dans sa publication intéressante "A Shift in Mood", cit. Mark Gilbert a décrit comment la perception des États-Unis sur la Communauté européenne avait changé entre 1988 et 1989. Son analyse quantitative et qualitative démontre que le Programme 1992 a contribué à cette évolution positive remarquable.

79. L. Thurow, *Head to Head. The Coming Economic Battle Among Japan, Europe and America*, Warner Books, NY, 1993. Voir aussi P. Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Random House, NY, 1987.

80. L. Thurow, *Head to Head*, cit., pp. 251-253.

3.2. Le récit de Delors : l'importance d'une vision

En 1992, Jacques Delors a rédigé la préface de la traduction française de *Head to Head*, dont le titre français est révélateur : *La Maison Europe. Superpuissance du XXI^e siècle*⁸¹. S'appuyant sur les arguments de Thurow, il avertissait du risque de revers pour l'Europe si elle ne réussissait pas à concrétiser son idéal, si elle transigeait avec ses valeurs. Durant les mois qui ont suivi la ratification du traité de Maastricht, il a constamment rappelé que la nouvelle architecture de l'Europe reposait sur un triptyque : concurrence-coopération-solidarité. Et ce dernier élément ne devait pas être éclipsé par le premier. Pourtant, c'est ce qui s'est produit. La préoccupation de Delors est devenue une prophétie autoréalisatrice. Au fil du temps, la priorité a été accordée aux objectifs de convergence budgétaire et à l'union monétaire, aux dépens de l'« Europe sociale ». La redistribution a été éclipsée par un contrôle strict de l'inflation ainsi que par la mobilité des capitaux et du travail. Mazower va encore plus loin en concluant que Delors avait parié que l'Europe serait capable de profiter à la fois de la libéralisation du capital et d'un bien-être accru. Et « il a finalement perdu »⁸². Quoique l'on pense de cette affirmation, et avec le recul, elle illustre un dilemme auquel Delors lui-même a été cruellement confronté. « Catholique pessimiste qui croit au péché », il reconnaissait les limites et les lacunes de la nouvelle architecture institutionnelle et politique, et poussait à envisager des mesures correctives. Lors de sa dernière intervention devant le Parlement européen, quittant ses fonctions après dix ans, Jacques Delors a prononcé un discours sobre en comparaison de sa rhétorique d'autosatisfaction, vive et exaltante, de la décennie passée. Ainsi les réalisations n'étaient pas, comme l'admettait le président, « à la hauteur de ce que j'aurais espéré. C'est dire que l'avenir s'annonce incertain, malgré les progrès réalisés »⁸³.

L'avenir s'est en effet avéré délicat pour l'Union européenne, dont l'édifice laissait déjà apparaître certaines fissures. **La crise couvrait partout.** Même s'il concrétisait la « réalisation d'une vision » (nécessaire), **l'élargissement** mettait en tension le budget de l'UE, remettait en question sa capacité institutionnelle et compliquait encore la construction d'une union politique, sociale et culturelle cohérente des citoyens européens. Alors que Jacques Delors quittait ses fonctions, des réseaux transnationaux d'intellectuels et de dirigeants **néolibéraux** d'Europe de l'est commençaient à mettre en cause la nature même du modèle social européen, doutant de sa validité et de sa pérennité. En matière de **politique étrangère**, l'Europe oscillait entre invisibilité et incapacité, comme l'avaient démontré la guerre du Golfe et l'explosion de la Yougoslavie. L'UE étant dramatiquement incapable d'agir comme un acteur unique, son échec patent dans ce domaine mettait en évidence combien « l'heure de l'Europe » était bien loin de sonner. Par conséquent, à la fin de la décennie, les États-Unis restaient l'« indispensable nation »⁸⁴. Comme Federico Romero l'a mentionné à propos de la crise du Kosovo de 1999 : « À bien des égards, (cela) semble illustrer et symboliser l'ampleur de l'internalisation de la vision américaine du monde par l'Europe »⁸⁵. Face aux États-Unis, le *modèle européen* dans son ensemble devenait moins séduisant. Économiquement parlant, **l'Europe était à la traîne.** Quand Delors s'était rendu dans la Silicon Valley en 1985, elle n'était pas encore le moteur de la croissance américaine. Mais dix ans plus tard, les révolutions économiques, technologiques et organisationnelles survenues dans le secteur informatique avaient dessiné les contours d'une nouvelle économie florissante qui avait contribué à remettre les États-Unis sur le devant de la scène. La convergence transatlantique sur les bénéfices supposés d'une société du savoir a influencé la transformation du projet social-démocrate européen. Ce qu'on appelait alors la « troisième voie » s'est nettement imposée dans le débat européen, affaiblissant peu à peu et finissant par supplanter l'appel à un nouvel ordre euro-keynésien⁸⁶.

Apparemment, l'Ouest n'était pas divisé. C'est alors que, comme l'on pouvait s'y attendre, est arrivé le 11 septembre. Et la communauté atlantique a redécouvert le langage d'une identité antinomique. Dans les débats intellectuels et populaires, mais aussi dans les discours politiques, l'Europe occidentale était considérée comme l'exemple d'une société plus « humaine, homogène, communautaire, égalitaire ».

81. JD-1733, II-92, *La Maison Europe. Superpuissance du XXI^e siècle*, 08/1992

82. Dans son ouvrage *Superstate or New Market Economy*, cit. John Gillingham est très direct : « Dans une vaine tentative de réaliser ses grandes ambitions, il aura été le catalyseur de changements qui ont (d'une part) été plus durables et bénéfiques que tout ce qu'il avait personnellement prévu ou organisé, mais qui ont (d'autre part) sapé les valeurs auxquelles il croyait et les politiques qu'il défendait. L'Europe qu'il a léguée à ses successeurs était économiquement plus libérale et politiquement plus faible que celle qu'il avait essayé de construire », p. 157.

83. JD-1623, III-94, *Intervention au Parlement européen*, 14/12/1994

84. Selon la fameuse définition de Madeleine Albright, Secrétaire d'État américaine (1997-2001) : "It is the threat of the use of force (against Iraq) and our line-up there that is going to put force behind diplomacy. But if we have to use force, it is because we are America; we are the indispensable nation. We stand tall and we see further than any countries into the future, and we see the danger here to all of us", NBC, Today Show (10 février 1998)

85. F. Romero, "The twilight of American Hegemony", cit., p.1.

86. T. Blair, G. Schröder, *Europe: The Third Way/die Neue Mitte*, Labour Party, London, 1999. Pour une réflexion sur la transition du Parti socialiste européen, du keynésianisme à la Troisième voie, voir P. Borioni, "Il Socialismo Europeo dalla Commissione Delors alla crisi politica dell'Unione", in S. Cruciani (ed), *Il socialismo europeo e il processo di integrazione*, cit., pp. 173-192.

Le présent article n'a pas pour objet de détailler les évolutions ultérieures de l'UE mais, pour comprendre l'héritage des années Delors, il faut faire un bond en avant. Aujourd'hui, l'Europe est, *en réalité*, moins sociale, moins puissante et moins légitime que celle que Jacques Delors a tenté de bâtir. Le taux de chômage dans la zone euro est d'environ 10 %, mais avec des disparités régionales considérables : s'il n'est que de 4 % en République Tchèque et en Allemagne, il a grimpé jusqu'à 23,2 % en Grèce (en juillet 2016) et à 19,3 % en Espagne. Et le taux de chômage des jeunes est encore plus élevé⁸⁷. La croissance globale du PIB n'a jamais dépassé 1 % au cours des dix dernières années. Enfin, le Brexit a ébranlé les fondations et les consciences de tout le continent. En outre, on peut considérer que c'est le « monde occidental » dans son ensemble qui est entré dans une période de crise.

En 2009, l'historien Peter Baldwin a publié une étude aussi intéressante que polémique⁸⁸. À partir de statistiques sur l'économie, la criminalité, la santé et l'éducation, il prétendait que le fossé atlantique n'était pas si large, qu'il n'y avait pas plus de distance entre les États-Unis et l'Europe que celle séparant Stockholm d'Athènes ou San Francisco de Detroit, par exemple. Il affirmait que c'est le « narcissisme de différences mineures » qui alimente les discours enflammés sur l'antagonisme entre *les modes de vie européen et américain*.

Et c'est vrai, les récits sont empreints de narcissisme. Cela ne leur ôte en aucun cas leur légitimité, mais cela les nourrit. Même si les chiffres suggèrent une tendance au comblement du fossé atlantique, ils ne peuvent balayer le bien-fondé d'un scénario construit sur l'amplification des différences, dans un discours d'auto-mise en scène concurrentielle. En outre, les récits structurent des communautés, légitiment les politiques et, ainsi, ils contribuent à l'atteinte d'un but fondamental : unir les individus et ancrer leur sentiment d'appartenance.

“ LES RÉCITS STRUCTURENT
DES COMMUNAUTÉS, LÉGITIMENT
LES POLITIQUES ET, AINSI, ILS
CONTRIBUENT À L'ATTEINTE D'UN BUT
FONDAMENTAL : UNIR LES INDIVIDUS
ET ANCRER LEUR SENTIMENT
D'APPARTENANCE.”

En octobre 2009, Tony Judt a fait sa dernière apparition publique sur la scène du Remarque Institute à la New York University. Souffrant de sclérose latérale amyotrophique, il a prononcé son discours assis dans son fauteuil roulant, le corps emmitoufflé sous une couverture et assisté d'un respirateur artificiel : « une véritable tête parlante », comme il s'est lui-même décrit avec humour. À cette occasion, Judt s'est saisi d'une question complexe : « Qu'est-ce qui est vivant et qu'est-ce qui est mort dans la social-démocratie ? »⁸⁹. Tout en plaidant sincèrement pour le bien-être collectif, le discours de Judt était axé sur son érosion. Le ton n'avait rien à voir avec l'optimisme d'« Après-guerre » et, parmi les nombreux facteurs responsables de cet état de crise, il a expliqué que la faiblesse discursive posait des limites : « tout simplement, nous ne savons plus comment parler de tout cela ». Pour lui, il fallait un « nouveau langage politique ». Et, pour conclure, Judt affirmait que le discours qui sauverait la social-démocratie serait un « récit moral ».

L'importance capitale du modèle social européen doit être comprise dans ce sens : celle de **l'effort incessant pour dégager des consensus, ancrer un sentiment d'appartenance, assurer la légitimité d'une ambition politique et du discours qu'elle sous-tend**. Son importance tient aussi au « narcissisme » européen, à l'orgueilleuse adhésion aux valeurs européennes, même si leur définition reste bien vague. Elle tient encore aux perceptions et représentations mutuelles qui ont forgé des identités américaines et européennes prétendument opposées dans un « occident divisé »⁹⁰. Mais comme nous l'avons vu, le modèle social européen est né d'un compromis entre pressions néolibérales, héritage social-démocrate et christianisme social. Pas toujours cohérent ni efficace, il a longtemps été la cible de nombreux détracteurs, de gauche comme de droite. Cependant, si Delors n'a pas réussi à tenir les promesses d'une Europe juste, au sens premier du terme, il a su élaborer un « **récit motivant** » pour le vieux continent, récit qui a mobilisé les idéalismes et transcendé les aspects matériels. Delors a sollicité des intellectuels pour qu'ils contribuent à ce récit, il a parié sur le succès du programme Erasmus pour convaincre les jeunes, il a soutenu les politiques culturelles de l'Union européenne pour ancrer l'image d'une Europe moteur dans ce domaine⁹¹. Il a combattu le « culte de la nostalgie » qui étouffe les sociétés européennes et décrit l'intégration comme un rouage essentiel de la recherche de

87. Chiffres actualisés en septembre 2016. Pour le détail des statistiques européennes, voir http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics

88. Peter Baldwin, *The Narcissism of minor differences: how America and Europe are alike: an essay in numbers*, Oxford UP, New York, 2009.

89. Ce discours "What is Living and What is Dead in Social Democracy" a par la suite été enrichi et fait l'objet de l'ouvrage *Ill Fares the Land*, cit. Consulté le 10 novembre 2016.

90. *The Divided West* [NDT : « L'occident divisé »] est le titre du fameux livre de Jürgen Habermas qui, réfléchissant aux répercussions de la guerre en Irak, a conclu à l'aggravation de la fracture du monde occidental et d'une communauté transatlantique auparavant unie par des valeurs et des normes.

91. Nous ne discutons pas ici de l'influence de Delors sur la politique culturelle, mais il s'agit d'une perspective très intéressante pour examiner la manière dont il a conduit son action pour forger une identité européenne.

progrès, avant tout en termes socioéconomiques. Il a incité les citoyens européens à faire un bond en avant et à se projeter résolument dans le futur : « trouver l'Europe, c'est construire l'Europe »⁹². Il n'a pas relâché son effort délibéré pour construire une identité (c'est-à-dire pour construire l'UE). **Son raisonnement intellectuel a contribué à tracer les contours d'une Europe particulière et à traduire l'Europe imaginée en projet pour un avenir moderne** : les Européens ne vivent peut-être pas dans une société supérieure, égalitaire, solidaire et moralement irréprochable, mais ils partagent une même mission : y parvenir ensemble. C'est ce qui les définit, disait-il, comme une « civilisation ». Comme le débat intellectuel du début des années 2000 l'a mis en évidence, son « récit moral » a peut-être été plus pénétrant dans la durée que ses réalisations politiques. Quelle sera sa résilience future est une question ouverte en ces temps troublés, mais réfléchir à sa pertinence peut constituer un nouveau point de départ pour les socio-démocrates européens.

4. Que reste-t-il aujourd'hui ?

Trente ans après l'instauration du marché unique et face aux bouleversements qui secouent l'UE et le reste du monde, il est permis de se demander ce qui reste du combat de Delors pour l'Europe sociale. Le triptyque fondamental - *la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit* - est-il toujours d'actualité ?⁹³

La situation de crise actuelle révèle les limites du passé et impose d'engager une véritable réflexion sur les lacunes du processus d'intégration. Il est certain que des stratégies novatrices et que de nouveaux instruments doivent être conçus pour relever les défis d'une mondialisation galopante. Cela étant, les fondements de la vision de Delors ne semblent pas dépassés.

Ce qui en reste aujourd'hui, c'est la puissance d'une ambition de progrès socioéconomique pour tous. Et aussi la conscience que, sans ce progrès, le processus d'intégration est voué à l'échec. En fait, un enseignement essentiel doit être tiré de tout cela : les politiques doivent s'ancrer dans des récits enthousiasmants, puissants, car ces récits unissent et renforcent les communautés, ils orientent et forgent les politiques, ils stimulent le sentiment d'appartenance et, en cela, ils s'imposent peu à peu aux yeux de tous.

“ CE QUI EN RESTE AUJOURD'HUI, C'EST LA PUISSANCE D'UNE AMBITION DE PROGRÈS SOCIOÉCONOMIQUE POUR TOUS. ET AUSSI LA CONSCIENCE QUE, SANS CE PROGRÈS, LE PROCESSUS D'INTÉGRATION EST VOUÉ À L'ÉCHEC. ”

Les commissions Delors ont élaboré un récit qui pourrait être réactualisé et enrichi. Là encore, une perspective transatlantique pourrait y contribuer. Dans un article à propos de l'élection aussi inattendue que perturbante de Donald Trump aux fonctions de 45^e président des États-Unis, Owen Jones a écrit : « Dans son célèbre ouvrage, *Don't Think of an Elephant!*, le spécialiste américain de la linguistique cognitive George Lakoff soutenait que les électeurs étaient avant tout attachés aux “valeurs et à l'identité morale”, même si cela impliquait d'exprimer un vote allant à l'encontre de leur intérêt économique. Au contraire, pour les progressistes, clamer certaines vérités pourrait sans doute être un élément rassembleur. Mais les êtres humains sont des créatures émotives. Nous voulons des récits émouvants. Nous avons envie d'une vision captivante dans laquelle nous projeter ».

Aujourd'hui, nous savons qu'exposer des faits et souhaiter le meilleur ne suffira pas pour contrer les forces de la réaction ou du populisme démagogique.

« Nous devons redoubler d'efforts. Aux États-Unis, nous savons quelle tragédie peut se produire dans le vide ».

Ce dont l'Europe - et son unité - a besoin, c'est du récit moral captivant qui lui a en réalité fait défaut. Et lire Delors nous permet de ne pas l'oublier.

92. JD-2011, II-90, cit p. 10

93. Cette question était au cœur des débats lors du séminaire *Donner un nouvel élan à l'Union ? Pour un Acte unique européen remasterisé: 1986-2016*, organisé par l'Institut Jacques Delors à Bruxelles le 8 décembre 2016.

Sur les mêmes thèmes...

L'EUROPE SOCIALE EXISTE-T-ELLE ?

Sofia Fernandes & David Rinaldi, *Tribune*, Institut Jacques Delors, septembre 2016

L'ACCÈS AUX PRESTATIONS SOCIALES POUR LES CITOYENS MOBILES DE L'UE : « TOURISME » OU FANTASME ?

Sofia Fernandes, *Policy Paper n°168*, Institut Jacques Delors, juin 2016

UN NOUVEL ÉLAN POUR L'EUROPE SOCIALE

David Rinaldi, *Études & Rapports n°108*, Institut Jacques Delors, février 2016

LES COMMISSIONS DELORS ET LEURS SECRETS DE FABRICATION

Pascal Lamy, *Tribune*, Institut Jacques Delors, février 2016

LES « COMMISSIONS DELORS » : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR L'UE D'AUJOURD'HUI ?

Claire Versini, *Synthèse*, Institut Jacques Delors, février 2016

INÉGALITES SOCIALES EN EUROPE : LE DÉFI DE LA CONVERGENCE ET DE LA COHÉSION

Franck Vandebroucke & David Rinaldi, *Policy Paper n°147*, Institut Jacques Delors, décembre 2015

ETIENNE DAVIGNON, JACQUES DELORS, CLAUS-DIETER EHLERMANN, JEAN-CLAUDE JUNCKER, PASCAL LAMY, ROMANO PRODI ET PETER SUTHERLAND S'EXPRIMENT SUR LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION, LE FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UE ET LES ANNÉES DELORS

Vidéos, Institut Jacques Delors, 2015/2016

RENFORCER L'UEM : COMMENT MAINTENIR ET DÉVELOPPER LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN ?

Sofia Fernandes & Kristina Maslauskaitė, *Études & Rapports n°101*, Institut Jacques Delors, novembre 2013

Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Traduction à partir de l'anglais: Danielle Conge • © Institut Jacques Delors

